



# BAD

2015  
www.afdb.org

## Document de travail

Série sur les notes de politiques en Afrique du Nord

### CONTENU

1. Introduction **p.2**

2. L'économie et la politique de la malédiction des ressources **p.4**

3. Comment les flux de rentes influencent-ils l'économie politique de la région MENA ? **p.10**

4. Intérêt de l'expérience de la région MENA pour la littérature mondiale **p.14**

5. Vers une nouvelle économie politique dans la région MENA **p.19**

Références **p.21**

**Jacob Kolster**  
Directeur ORNA  
j.kolster@afdb.org  
+216 7110 2065

## De la malédiction des ressources à la malédiction de la rente dans la région MENA

### Messages clés

- Le présent document souligne la nécessité de décortiquer l'expérience rentière de la région à travers une conceptualisation élargie des rentes, qui ne se limite pas au pétrole mais prend en compte les divers autres flux de rentes non pétrolières.
- La malédiction des rentes qui frappe le Moyen-Orient est d'envergure et ne se limite pas à une malédiction pétrolière. Dans la région MENA, les recettes pétrolières sont complétées par d'autres flux de revenus non gagnés provenant de l'aide, des envois de fonds de la diaspora et de la réglementation de l'État. Ces flux de revenus sont également interliés : les pays riches en ressources sont une importante source de flux financiers pour les pays pauvres en ressources de la région.
- Les rentes réglementaires occupent assurément une place plus importante dans les pays riches en main-d'oeuvre dont les engagements en matière de distribution sont supérieurs à leurs disponibilités financières. Plus important encore, ces structures de rente permettent d'expliquer pourquoi il est difficile d'opérer des changements institutionnels.
- L'importance de ces rentes réglementaires souligne combien la relation entreprise-État est essentielle dans la compréhension de l'économie politique de la région MENA.
- L'accent marqué placé sur les rentes – et leur relation avec un pouvoir établi – non seulement libère la littérature de l'importance exagérée accordée au pétrole, mais peut également aider à porter le débat sur l'économie politique de la région MENA sur le terrain plus vaste des institutions et du développement.

Ce document a été préparé par Adeel Malik (Département du développement international Université d'Oxford et Oxford Centre for Islamic Studies), sous la supervision de Vincent Castel (Économiste pays en chef, ORNA), Samia Mansour (Économiste, ORNA) et Amine Mouaffak (Chargé de programme régional, ORNA). L'orientation générale a été reçue de Jacob Kolster (Directeur, ORNA).

# 1. Introduction

Le présent document vise à proposer une réflexion critique sur l'économie politique de la région MENA et de nouvelles perspectives comparatives. Elle commence par une question d'intérêt général, à savoir : Comment les ressources naturelles influencent-elles le développement économique et politique ? Deux faits stylisés ont créé un conflit de courants dans la littérature sur l'économie et la politique des ressources naturelles. Premièrement, dans les pays riches en ressources, les taux de croissance sont souvent systématiquement plus faibles à long terme. Deuxièmement, les institutions des pays riches en pétrole sont faibles. Le consensus empirique, qui s'est maintenu un certain temps, commence à voler en éclats. Certaines études récentes ont jeté le doute sur l'existence d'une malédiction des ressources. Face à cette impasse conceptuelle et empirique, le présent document souligne qu'une étude savante sur la région MENA peut enrichir le débat sur les ressources naturelles et le développement. Si la question a suscité un grand intérêt dans le milieu intellectuel, curieusement, l'expérience du Moyen-Orient – région extrêmement riche en ressources – n'est pas systématiquement mentionnée dans les discours connexes sur : **a)** l'économie politique et **b)** les ressources naturelles<sup>1</sup>. Les États du Moyen-Orient ne sont habituellement pas pris en compte dans l'analyse empirique, en partie du fait d'un manque de données<sup>2</sup>. Une étude appropriée sur l'économie du Moyen-Orient serait pourtant souhaitable, tant pour améliorer notre compréhension des défis qui se posent à la région en matière de développement que pour enrichir la littérature sur l'économie politique qui ne cesse de se multiplier.

Un autre objectif clé du présent document est de préconiser un élargissement du champ d'étude de l'économie politique de la région MENA. Pour comprendre l'économie politique de la région MENA, le document souligne le rôle central des courants de revenus « non gagnés »,

habituellement qualifiés de rente. Le grand nombre des pathologies que présente la région - chômage, pléthore de fonctionnaires, faiblesse du secteur privé ou insuffisance de transformation politique, etc. – s'inscrivent en définitive dans une structure économique dépendante de revenus extérieurs tirés soit du pétrole, soit de l'aide ou des envois de fonds des travailleurs migrants. Remettant en question l'accent exclusif que la littérature existante place sur le pétrole, ce document penche pour une conceptualisation plus vaste des flux de rente qui prend en compte, outre le pétrole, les rentes découlant de l'aide étrangère, des envois de fonds de la diaspora et des réglementations gouvernementales<sup>3</sup>. Les flux financiers non pétroliers sont également parfois substantiels en termes de volume et d'impact<sup>4</sup>. Les rentes de la réglementation découlant de l'agitation des marchés peuvent beaucoup aider à comprendre la relation entreprise-État et son incidence sur l'économie politique. La dépendance à l'égard de ces mannes est le « péché originel » du développement dans la région MENA. L'histoire du développement du monde arabe est donc l'histoire de l'influence de ces flux de rentes sur les parcours du développement politique et économique. Disons qu'il faudrait simplement inscrire la malédiction des ressources dans la région MENA dans un contexte plus général de malédiction de la rente.

Le présent document préconise une analyse riche et multidimensionnelle, mais rigoureuse, de l'économie politique de la région MENA. L'objectif est : **a)** de souligner les limites de la littérature mondiale sur les ressources naturelles, les institutions et le développement ; **b)** de présenter succinctement une analyse critique de l'expérience du Moyen-Orient en matière de ressources ; et **c)** d'intégrer les renseignements recueillis sur le Moyen-Orient dans les publications générales sur la « malédiction des ressources » et le développement. Pour l'élaboration d'un futur programme de recherche en la matière, deux éléments méritent l'attention.

<sup>1</sup> Par exemple, deux revues récentes détaillées sur le sujet, Van der Ploeg (2011) et Frankel (2011), mentionnent à peine l'expérience des exportations de pétrole du Moyen-Orient en matière de rente.

<sup>2</sup> Emboitant le pas à Mankiw, Romer et Weil, les études empiriques excluent généralement les exportateurs de pétrole de la région MENA.

<sup>3</sup> La rente est ce qui reste après qu'un producteur mondial efficace a réglé tous les coûts de production, y compris les profits du capital lié au risque et l'impôt ordinaire.

<sup>4</sup> Les études empiriques portent à croire que la rente des ressources naturelles est généralement de 10-20 % du PIB des pays en développement bien qu'elle puisse être beaucoup plus élevée, notamment dans les pays riches en hydrocarbures (Auty 2001). Les flux d'aide sont généralement assez stables et peuvent avoir des impacts décevants, mais les points de vue divergent quant à savoir s'il s'agit des effets du « syndrome hollandais » (Rajan et Subramanian 2011), de la quête de profit (Boone 1996) ou de l'instabilité politique (Islam 2005). Les envois de fonds des travailleurs migrants ont été de 3,6 % du PIB en moyenne entre 1995-2004 (Barajas et al. 2009), la fourchette étant généralement de 2-10 %, mais ils ont dépassé 15 % dans sept pays, dont la Jordanie. Bien que les envois de fonds des travailleurs migrants soient généralement stables et largement distribués, on s'interroge sur leur impact net (Rajan et Subramanian 2011).

Premièrement, du fait d'un manque de données crédibles, le document souligne la nécessité de combiner judicieusement les perspectives théoriques et appliquées découlant de l'histoire, de l'économie et de la science politique. Deuxièmement, pour accroître la rigueur analytique, le champ de « l'économie politique » pourrait être élargi, en s'appuyant sur une littérature de plus en plus riche de l'économie et des sciences politiques qui traite des origines, du développement et de l'impact des dispositions institutionnelles (North, Wallis et Weingast 2009 ; Acemoglu et Robinson 2010 ; Mahoney et Rueschmayer 2003 ; Mahoney et Thelen 2010). Bien que ces approches aient été utilisées dans plusieurs contextes régionaux, elles n'ont quasiment jamais été appliquées aux pays de la région MENA.

Le reste du document est structuré comme suit : La section 2 jette un regard critique sur les documents d'économie et de science politique traitant du sujet, en mettant particulièrement l'accent sur les limites du champ de discussion. La section 3 propose une synthèse succincte de l'expérience de la région MENA en matière de développement et préconise une vision élargie des flux de rentes. La section 4 souligne les principaux traits qui distinguent l'économie politique de la région MENA de celle des autres pays riches en ressources. La section 5, conclusion du document, propose une nouvelle économie politique basée sur une vision élargie des flux de rentes pour la région MENA.

## 2. L'économie et la politique de la malédiction des ressources

Il est peu de faits empiriques qui aient autant réussi à influencer tout un domaine d'études que ne l'a fait la conclusion que les ressources naturelles compromettent les résultats de développement (Auty 2001 ; Sachs et Warner 1995). L'idée que la richesse en ressources d'un pays est généralement une malédiction, plutôt qu'une bénédiction, a suscité une vaste littérature sur l'économie et la politique de la malédiction des ressources. On a montré que les ressources naturelles retardent le développement de par les effets du « syndrome hollandais », la volatilité des prix des matières premières, les erreurs de politique, les conflits et la faiblesse des institutions (Collier et Hoeffler 2004 and 2005; Mehlum et al. 2006). La richesse en ressources naturelles s'accompagnerait également de résultats négatifs en matière d'éducation et d'inégalité (Gylfason et Zoega 2001 et 2013). Cependant, trente ans après que le fait stylisé ait été établi et qu'il ait inspiré des études empiriques d'envergure, on n'a toujours pas d'explication définitive de la malédiction des ressources. Même son existence proprement dite est contestée : une recherche menée ces dernières années remet en question l'argument statistique selon lequel les pays riches en ressources sont condamnés à une faible croissance (Lederman et Maloney 2007 ; Brunnschweiler 2008)<sup>5</sup>. Cette littérature a également été critiquée pour n'avoir pas tenu compte des variations temporelles dans l'incidence de la malédiction des ressources, du legs historique et des recettes non pétrolières assimilables à une « malédiction des ressources » (l'aide étrangère, par exemple). Une divergence fondamentale existe quant à la meilleure façon de mesurer la richesse en ressources, et on la retrouve en définitive dans les divers résultats empiriques.

Aussi, on peut se demander si la malédiction est principalement liée à des facteurs économiques, à une défaillance des institutions ou à l'échec des politiques (Sachs et Warner 1995 ; Ross 2001 ; Mehlum et al. 1996). Si les institutions sont considérées comme ayant une influence intermédiaire, leur qualité peut dépendre des richesses en ressources proprement dites du pays. Cette circularité de la logique qui considère les institutions à la fois comme cause et effet, est soulignée dans la littérature parallèle de la science politique qui étudie l'effet de la richesse

en ressources naturelles sur une variable dépendante différente (la démocratie ou l'autocratie) ou sur la longévité d'un régime. Cette littérature vise à déterminer si la richesse en ressources naturelles **1)** compromet la démocratie et **2)** explique la solidité des régimes autoritaires. Le cadre analytique de base qu'utilise cette littérature est le paradigme célèbre – mais de plus en plus contesté – de la Théorie de l'État rentier (RST), selon lequel les flux de revenus extérieurs non gagnés d'un pays, et qui profitent principalement au gouvernement, peuvent influencer sa nature politique et économique<sup>6</sup>. La dépendance à l'égard de tels flux de ressources peut fausser les incitations économiques et politiques.

Résultat : Les sociétés riches en ressources sont condamnées à avoir des structures politiques peu développées. Le mécanisme clé qui sous-tend cette corrélation négative entre ressources naturelles et démocratie est l'indépendance fiscale de l'État vis-à-vis de l'impôt, ce qui le soulage des fortes contraintes liées à la reddition des comptes (le fameux dicton « pas de représentation sans impôts »). L'accès direct aux revenus des ressources permet aux élites des États d'obtenir le soutien politique par la répression et le népotisme. La principale fonction d'un État rentier étant d'affecter ou de distribuer les rentes, les incitations finissent par basculer de la production vers la prédation, étouffant ainsi les changements structurels concurrentiels qui auraient permis la mise en place d'une structure sociale plus favorable à la démocratisation – classes indépendantes et alignements horizontaux au sein de la société (Beblawi et Luciani ; Ross 2001).

La Théorie de l'État rentier, généralement utilisée pour classer les États riches en ressources, présente plusieurs des principales caractéristiques de l'État rentier. Elle a pendant longtemps servi de principale explication à la faiblesse des institutions politiques dans les pays riches en pétrole. Son influence profonde sur le débat public est brillamment illustrée par le célèbre propos du journaliste du NYT, Thomas Friedman, qui relève que dans les pays riches en ressources, « le prix du pétrole et la cadence de la liberté progressent toujours de façon diamétralement opposée ».

<sup>5</sup> Lederman et Maloney (2007) montrent qu'une structure d'exportation concentrée est plus contraignante en matière de développement que la richesse en ressources proprement dite. Brunnschweiler (2008) s'oppose plus radicalement à la documentation en établissant une association positive entre ressources naturelles et développement.

<sup>6</sup> « Rente » désigne « un bénéfice exceptionnel, ou un excédent de rendement du capital, de la terre et du travail, dans un contexte d'utilisation quasi optimale de ces facteurs de production » (Dunning, 2008: 6). Beblawi et Luciani (1987) présentent quatre caractéristiques de l'État rentier : a) le volume et l'ampleur des rentes par rapport à l'économie, b) la source extérieure, c) la faible participation de la population à la constitution des rentes, et d) le profit qu'en tire le gouvernement de l'État rentier.

Il est courant dans les discours publics de considérer que la manne pétrolière est à l'origine des troubles politiques de la région. Cette théorie, qui a longtemps été acceptée comme référence, est de plus en plus soumise à l'épreuve empirique (même avant que le Printemps arabe ne brise le mythe de l'exceptionnalité de la politique de ces pays). Des études de cas de plus en plus nombreuses et une multitude d'études empiriques qui remettent en question cette théorie. Bien qu'elle serve à établir une classification générale utile, la RST ne permet pas de saisir les différences, les nuances et le dynamisme des réalités des États rentiers.

Le fait est que l'impact des ressources naturelles sur la croissance et la politique est de plus en plus contesté. La présente analyse estime que, face à l'impasse conceptuelle et empirique sur l'économie et la politique de la malédiction des ressources, l'expérience de la région MENA peut apporter un éclairage sur la question de façon générale. De nombreuses études régionales existent déjà sur le sujet. En les rapprochant des grands débats de la science sociale sur les ressources naturelles et le développement, l'on peut aboutir à des résultats brillants. Avant de commencer cette analyse, il y aura tout d'abord une analyse succincte de la dimension institutionnelle de cette littérature, à savoir le débat sur la Théorie de l'État rentier. Le point commun entre la littérature de la science économique et celle de la science politique sur la malédiction des ressources réside dans l'accent mis sur les institutions. L'aspect économique du débat a été suffisamment pris en compte dans deux revues récentes, celles de Van der Ploeg (2011) et de Frankel (2011).

## 2.1 Les limites du paradigme de l'État rentier

La présente section est une analyse critique de la littérature sur l'État rentier axée sur la région MENA. Sans prétendre couvrir la question dans sa globalité, cette section fournit un point de départ pour les futures discussions. Au départ, la notion d'État rentier était utilisée dans les études régionales sur la question pour décrire la stagnation économique de l'Iran face à l'augmentation de ses recettes pétrolières (Mahdavy 1970). Sa première typologie systématique, élaborée par Beblawi et Luciani (1987), s'est également inspirée de l'expérience des exportateurs de pétrole des pays MENA. Bien que la Théorie de l'État rentier (RST) était à l'origine inspirée par la région MENA, l'expérience de cette région a également révélé les limites analytiques du paradigme.

Les grands postulats de la théorie sont une traduction de l'expérience proprement dite de la région MENA. Les rentes de ressources ont permis aux élites dirigeantes d'élargir les instruments tant de

clientélisme que de contrôle. Sans les rentes pétrolières, il est difficile de maintenir les structures qui peuvent être répressives de la région, sa fonction publique, les subventions et les systèmes d'assistance sociale. Les cours du pétrole ont également influencé les résultats macroéconomiques – indicateurs de dépenses, d'investissement, de finance, etc. Que ce soit par cooptation ou par la force, la richesse pétrolière a servi aux États d'instrument pour réprimer et créer de nouvelles élites économiques et maintenir les anciens commerçants dans une relation de dépendance. En résumé, il n'est guère d'aspect de l'économie politique de la région MENA qui puisse être étudié sans une profonde compréhension de la manière dont le pétrole influence la relation État-société.

Bien que cette caricature générale de l'économie politique de la région MENA soit utile, la Théorie de l'État rentier est de plus en plus dans le collimateur du milieu intellectuel pour n'avoir pas su expliquer la complexité de la dynamique État-société et pour avoir prédit une relation linéaire, uni-causale et déterministe entre pétrole et développement. Les critiques concernant cette théorie portent sur trois principaux domaines de faiblesse, à savoir : les mécanismes, le contexte et la dynamique. Même si le pétrole a une profonde influence sur la relation État-société, les mécanismes éventuels de développement de cette relation peuvent différer. L'impact des rentes de ressources est également fonction du contexte temporel ; l'impact n'est pas le même dans le temps, ni d'un pays à un autre. Aussi, il faut tenir compte du dynamisme de l'économie politique, qui dépend de facteurs tels que les acteurs, les alliances, l'idéologie et les conditions initiales. Alors que la Théorie de l'État rentier et la littérature empirique connexe mettent l'accent sur les résultats finaux, l'attention accordée aux processus politiques intermédiaires est relativement faible. Il faudrait donc dépasser cette approche globaliste et décortiquer le rapport État-société. Le problème réside dans les détails.

Ce sont les fondements proprement dits de cette théorie (RST) qui sont remis en question. Tandis que Beblawi (1987: 51) définit l'État rentier comme un État possédant d'« importantes » rentes extérieures, Luciani propose qu'un État soit considéré comme tel dès lors que ses rentes atteignent 40 % des recettes publiques (Luciani 1987:70). D'autres optent pour une catégorisation plus marquée comprenant des États rentiers faibles, moyens et forts. Ce type de définition laisse implicitement supposer que l'effet pervers des rentes croît suivant leur proportion dans les recettes publiques. Ceci ne correspond peut-être pas à une certaine réalité empirique : (Eibl 2010). Même si le lien présumé entre la variation des rentes et les résultats politiques (l'autoritarisme, par exemple) est monotonique, il est généralement agnostique en ce qui concerne les mécanismes théoriques qui sous-tendent cette relation.

Pour la littérature empirique, cette difficulté de classification se traduit rapidement en une difficulté de mesure. Pour calculer notamment l'ampleur des flux de rente, le choix d'un dénominateur est très critique. Les études empiriques définissent généralement une échelle de mesure des ressources naturelles (telles que les exportations de pétrole ou de matières premières) par rapport au PIB. Ceci peut influencer le choix surtout dans le cas des pays les plus pauvres dont « les chances de démocratisation sont statistiquement plus faibles ». Par ailleurs, la définition du dénominateur par rapport au PIB a, quasiment créée par construction une corrélation négative entre les mesures des ressources et la variable dépendante (État de droit ou croissance). Une distinction minutieuse se fait parfois entre abondance de ressources et dépendance à l'égard des ressources ; la dernière représentant plutôt la hausse des exportations de ressources naturelles par rapport au PIB ou aux exportations totales (ce qui atténue d'une certaine manière le problème d'endogénéité). Dans le contexte de la région MENA, l'ampleur des flux de ressources est également un facteur décisif. La capacité de distribution d'un État rentier peut être déterminée par l'augmentation de la proportion des revenus des ressources par habitant (Herb 2005). D'autres, comme Haber et Menaldo (2009), proposent une façon différente de mesurer qui est conceptuellement plus proche de la Théorie de l'État rentier, à savoir : la proportion des rentes de ressources par rapport à l'ensemble des recettes publiques<sup>7</sup>. Les données dont dispose la Banque mondiale sur les rentes de différents produits de base ont permis la compilation des mesures étroitement liées au rentiérisme. Bien qu'ils aient contribué à l'enrichissement du débat, ces autres indicateurs n'ont pas permis d'obtenir un consensus empirique.

### En quête d'un consensus empirique

Le débat sur les différentes méthodes de mesure a un impact direct sur les résultats de recherche. En fait, la controverse empirique est largement liée à des questions de programmation et de mesure. Depuis l'étude clé de Michael Ross sur les effets anti-démocratiques des rentes pétrolières (Ross 2001), plus d'une douzaine d'études ont été publiées sur le sujet. Le débat est toutefois loin d'être clos. Contrairement aux conclusions de Ross, Herb (2005) préconise une approche contrefactuelle basée sur une comparaison des États riches en ressources pétrolières par rapport à leurs homologues qui n'en possèdent pas. Sous cet angle, les faits sont moins évidents : plusieurs États ne seraient probablement pas démocratiques même s'ils n'étaient

pas dotés de richesses pétrolières. Il peut arriver que des facteurs sans lien avec le pétrole, tels que les caractéristiques institutionnelles, historiques et géostratégiques, soient plus décisifs en ce qui concerne les résultats politiques que les richesses pétrolières (Herb 2002, 2005).

Une remise en question empirique plus directe de la thèse selon laquelle « le pétrole compromet la démocratie » vient de Haber et Menaldo (2011). Utilisant un ensemble de données historiques qui remontent plus loin dans le temps, les auteurs démontrent l'absence d'une relation durable entre rentes de ressources et démocratie. La relation entre les rentes et le type de régime peut être sensible au contexte temporel de l'analyse empirique, à l'absence de prise en compte de l'hétérogénéité, et aux cas isolés. Examinant d'un nouvel œil ces défis empiriques, Anderson et Ross (2012) affirment que la malédiction des ressources au plan politique dépend de la période considérée. Le pétrole n'a affecté les transitions démocratiques qu'après 1970 quand, face à une manne financière inattendue, les gouvernements se sont battus pour accroître leur contrôle sur les recettes pétrolières générées par les sociétés privées. Le lien entre ces deux facteurs était certainement plus faible avant les années 70, avant la rupture structurelle du régime des contrats.

Ainsi, même s'il existe une relation de cause à effet entre le pétrole et la démocratie, cette relation n'est pas figée dans le temps. Une autre déclaration empirique de la Théorie de l'État rentier – selon laquelle les baisses de rentes devraient coïncider avec les périodes de libéralisation politique – est démentie par les faits. En utilisant les données historiques remontant jusqu'à 1861, Wacziarg (2012) réfute la thèse selon laquelle le cours du pétrole serait inversement lié à la liberté politique (la soi-disant « Première loi de pétropolitique »<sup>8</sup>). En même temps, la littérature empirique sur la malédiction qu'attire le pétrole en politique est confrontée aux mêmes défis méthodologiques dans un grand nombre d'analyses : biais des variables omises, causalité inversée, et absence de prise en compte de l'hétérogénéité<sup>9</sup>. Bien qu'il n'y ait guère de preuves concernant le fait que le pétrole compromet les transitions démocratiques, empiriquement, on s'accorde plus largement sur le fait qu'une fois la transition effective, les chances de survie des régimes autoritaires dans les pays riches en pétrole sont plus grandes. En utilisant des données historiques, Sandbakken (2004) affirme que la richesse pétrolière n'explique que la résilience autoritaire, pas les transitions démocratiques. L'argument selon lequel la malédiction pétrolière s'applique davantage à la stabilité des régimes est confirmé par un ensemble croissant de preuves (Smith 2004 ; Ulfelder 2007).

<sup>7</sup> Richter (2007) préconise que l'analyse mette l'accent sur les revenus plutôt que sur les dépenses, d'autant plus que les dépenses sont souvent plus rigides que les ressources de rente, qui sont généralement volatiles. Ceci peut expliquer pourquoi un changement dans le volume des rentes ne présage pas forcément d'un changement dans les résultats politiques (tels que la durabilité du régime).

<sup>8</sup> Attribué à un article paru dans FP, où Thomas Friedman affirmait que « le cours du pétrole et la cadence de la liberté évoluaient toujours en sens opposé ».

<sup>9</sup> Comme Ross (2012) l'observe : « les démocraties riches investissent beaucoup plus dans leurs secteurs de l'extraction que les pays du reste du monde, ce qui signifierait que plus un pays est démocratique, plus sa production de pétrole est élevée, et non l'inverse ». Le fait que cet investissement varie dans le temps signifie qu'il n'est pas lié aux facteurs nationaux fixes. Nous sommes donc face à une question empirique « non tranchée ».

Théoriquement, la richesse en ressources naturelles est assortie d'un éventail d'options théoriques. En fonction du contexte sous-jacent, elle peut mener soit à la démocratie, soit à l'autocratie. Si les élites résistent à la démocratie par crainte d'une redistribution, alors les rentes de ressources peuvent atténuer cette contrainte. Dans les pays riches en ressources, où l'inégalité des revenus privés est assez marquée, par exemple, les richesses pétrolières peuvent atténuer le « coût de redistribution » de la démocratie aux élites (Dunning 2010). La « possibilité radicale » que les richesses en ressources favorisent en effet la démocratie, plutôt qu'elles ne l'entravent, est mieux illustrée par les « démocraties rentières » d'Amérique latine. Le Venezuela est demeuré démocratique malgré sa richesse pétrolière<sup>10</sup>.

### Effets liés aux conditions

La place primordiale que tient le contexte non pétrolier se reflète dans la documentation plus élargie des études de cas. Cette littérature, essentiellement fondée sur des études régionales, est guidée par le besoin de « spécificité ». Au-delà des « généralités » associées à l'approche d'État rentier, elle nous invite à mieux comprendre les alliances, les interactions et les microprocessus qui cadrent la relation État-société. Nous sommes confrontés à une réalité plus différenciée et plus nuancée, où le pétrole ne constitue qu'un facteur de médiation, parmi tant d'autres. et dans laquelle, il n'existe pas de lien automatique entre le pétrole et les effets pervers. Les richesses en ressources peuvent induire tant une régression que des réformes.

En pratique, selon Hertog (2010), le pétrole peut influencer différemment la relation État-société à des niveaux différents de l'État. Bien que le pétrole accroisse l'autonomie de l'État par rapport à la société, cette autonomie est imparfaite et évolue dans le temps. Si, au début, l'État avait les coudées plus franches pour structurer la politique budgétaire, « les résultats dépendent néanmoins de l'interaction entre les méso et micro-politiques au sein du système saoudien de distribution ». Elle est également sous-tendue par des structures de pouvoirs et des relations sociales établies depuis des lustres. Elle montre comment la politique intrafamiliale au sein d'une grande dynastie influence la structure bureaucratique, en la réduisant à un système de « clientélisme segmenté », où l'appareil administratif de l'État s'articule autour de clientèles parallèles verticalement intégrées mais distinctes les unes des autres. Il ne s'agit pas uniquement de statu-quo mais également de réforme. Ainsi, dans les États rentiers, les entreprises publiques

ne sont pas vouées à l'inefficacité, à l'improductivité et la corruption (Hertog, 2009).

Une autre conception erronée de même nature touche la relation entre rentes et représentation. Le penchant de la littérature RST pour les représentations de type parlementaire minimise le rôle des autres moyens d'expression d'intérêt. L'ordre social dans les États autoritaires repose certes sur deux piliers jumeaux qui sont le clientélisme et le contrôle. Cependant, même les régimes les plus répressifs cherchent ardemment d'autres sources de légitimité, et sont tributaires des alliances, des coalitions et des pactes avec de puissants groupes sociaux. Les familles au pouvoir protègent les intérêts des clans tribaux, des familles de commerçants et d'autres groupes possédant un pouvoir de négociation. Elles sont apaisées par les nominations administratives, les contrats dans le secteur privé et les compensations financières<sup>11</sup>. En fait, c'est en partie la sauvegarde des intérêts de cette élite qui soutient l'expansion proprement dite du secteur public. La relation entre les dirigeants et les clans tribaux est fondée non seulement sur la cooptation, mais également sur le dialogue et les consultations.

Ainsi, bien que la gouvernance soit personnalisée et centralisée, elle reste accessible. Des structures<sup>12</sup> existantes ont institutionnalisé ces retours réguliers d'information, ce qui permet le retour d'information par des moyens informels et l'interaction. En admettant que ni cette proximité avec les citoyens, ni les alliances ne remplacent une démocratie représentative, elles demeurent néanmoins essentielles pour expliquer la résistance des systèmes face à la volatilité des rentes et aux chocs intermittents. Le pétrole n'est donc pas la seule explication de la résilience de l'autoritarisme ; la capacité des dirigeants à forger des alliances plus élargies avec les couches sociales compte aussi. Les indicateurs de politique utilisés dans une analyse de régression ne peuvent probablement pas permettre de saisir la nature et la solidité de ces alliances.

On peut également s'interroger sur le lien présumé qu'établit la théorie rentière entre taxation et représentation. Le dicton « pas de représentation sans taxation » traduit une réalité européenne complexe qui ne peut être appliquée aveuglément au contexte de la région MENA, en faisant fi des facteurs structurels sous-jacents qui l'ont engendrée. Les faits démentent l'affirmation selon laquelle les régimes qui imposent peu d'impôts sont moins harcelés en termes de représentation.

<sup>10</sup> Comme le montre Dunning (2010), lorsque les rentes ont diminué au Venezuela, la démocratie a été effectivement menacée.

<sup>11</sup> Davidson (2009) le qualifie de « système de capitalisme tribal ».

<sup>12</sup> La petite taille de la population comparée aux richesses en ressources facilite manifestement cet accès personnel.

En effet, « les citoyens des États rentiers ont autant de bonnes raisons que les populations assujetties aux impôts, d'attendre de leurs dirigeants qu'ils gouvernent avec sagesse et dans leur intérêt » (Herb 1999: 259)<sup>13</sup>. L'absence d'imposition n'exclut pas le besoin de légitimité et la nécessité de répondre aux demandes des populations. Même les dirigeants de la région les plus autocrates sont perçus comme étant attentifs à leurs populations et conciliants. Il n'est donc pas surprenant qu'en se basant sur les différences de régimes fiscaux dans les divers pays de la MENA et dans la région dans son ensemble, il soit difficile d'anticiper et d'expliquer les résultats politiques<sup>14</sup>.

### Héritages historiques

Dans leur explication des incidences politiques de la richesse pétrolière, les publications sur la Théorie de l'État rentier minimisent généralement la dimension temporelle. Le moment où un pays découvre sa richesse pétrolière – ou enregistre une envolée des cours – n'est certainement pas sans incidence. Le dispositif institutionnel antérieur d'un État, notamment sa capacité à promouvoir une coalition élargie et plus inclusive, compte pour beaucoup dans la structure des effets de la richesse pétrolière.

Ces dernières années, le rôle de l'héritage historique du Moyen-Orient a suscité de l'intérêt dans les communications sur le changement institutionnel à long terme. En tant qu'États successeurs de l'Empire Ottoman, plusieurs États du Moyen-Orient ont hérité d'un pouvoir centralisé dont la principale obsession était d'empêcher l'émergence de groupes autonomes « capables d'initier des actions politiques » (Pamuk 2012 ; Malik 2012). Les marchands nationaux étaient défavorisés : étant donné que l'Empire était basé sur les terres, l'État Ottoman n'était pas fiscalement tributaire des marchands. Bien que ses revenus provenaient principalement de la terre, la naissance d'une aristocratie foncière n'a jamais été autorisée. En sa qualité de principal propriétaire des terres, l'État Ottoman se contentait de déléguer des droits de culture et de recouvrement fiscal. On pourrait peut-être mieux cerner les tendances centralistes de l'État à travers son système militaire basé sur le recrutement de jeunes soldats qui, au départ, n'avait ni le droit de posséder des terres, ni celui de se marier. Étant totalement isolée de la société, il n'y avait aucune chance que la classe militaire s'érige en concurrent potentiel. Cette organisation militaire particulière a tracé une trajectoire institutionnelle fondamentalement

différente de celle de l'Europe occidentale, caractérisée par un pouvoir plus fragmenté et des dirigeants fiscalement tributaires des marchands. Il est important de souligner que la dépendance, plus forte, de l'Europe à l'égard des élites féodales pour le recrutement militaire a conféré à ces élites un pouvoir de négociation plus important, qui leur permettait de faire pression sur le souverain (Chaney et Blaydes 2012).

Cet héritage institutionnel Ottoman, caractérisé par un pouvoir politique centralisé et des marchands faibles, a perduré sous le règne colonial, jusqu'à la veille de l'indépendance, les intermédiaires sociaux dans plusieurs États du Moyen-Orient étaient faibles, d'une part, et les conditions pour une action collective défavorables dans l'ensemble, d'autre part. De l'Afrique du Nord au Golfe, les recettes pétrolières ont laissé à des dirigeants au pouvoir absolu, l'occasion pour mettre en place un dispositif militaire et administratif pouvant assurer la pérennisation du régime. Peu après l'indépendance, toute la région a été balayée par une vague de coups d'état nationalistes. Les nouveaux maîtres du pays ont renforcé leur mainmise sur le pouvoir en se défaisant un peu plus des élites propriétaires terriens, par des réformes foncières et la nationalisation du secteur privé. Dans les pays où les entreprises privées ont échappé aux nationalisations – les pays du Golfe, par exemple – le pétrole a radicalement changé l'équation du pouvoir entre les dirigeants et les marchands, rendant les derniers structurellement dépendants du patronage de l'État. D'une façon ou de l'autre, le mouvement nationaliste a renforcé l'État au détriment des groupes sociaux indépendants (Malik and Awadallah 2013).

Cet héritage de pouvoir centralisé peut expliquer pourquoi il n'a pas toujours été possible d'enraciner la démocratie même dans les pays à faibles ressources. Chaney and Blaydes (2012) affirment que le principal obstacle au changement démocratique était les « structures de contrôle » ancrées depuis des âges, qui ont profondément marqué l'économie politique de la région<sup>15</sup>. Les dirigeants ont de tout temps compté plus sur les armées et les intermédiaires religieux que sur les groupes bénéficiant d'un soutien autonome auprès de la société (la naissance d'un contre-pouvoir était impossible). Ce pouvoir centralisé et cette faiblesse de la société civile hérités du passé avaient demeurés même après l'indépendance, et avaient des effets politiques importants même dans les pays qui ne sont pas riches en pétrole. Ce rappel du passé en vue d'éclairer le présent ne devrait pas être considéré à tort comme une surenchère historique ; il s'agit

<sup>13</sup> Cette idée pose également un problème empirique, du fait de l'existence d'États rentiers démocratiques en dehors de la région de la MENA (Venezuela et Norvège).

<sup>14</sup> Une comparaison de la Tunisie avec l'Algérie révèle qu'en Tunisie, l'augmentation des impôts n'était pas nécessairement associée à une demande de représentation de la part de la population.

<sup>15</sup> Chaney montre dans son analyse empirique que le pourcentage de masse terrestre conquise par les armées arabes dans un pays est étroitement lié au « déficit démocratique du monde arabe ». Voir Chaney (2012) pour plus de détails.



simplement de souligner la nécessité d'analyser le changement institutionnel dans une perspective plus large qui montre comment l'interaction entre le pétrole et les formations sociales déjà en place peut donner des résultats politiques différents.

En résumé, l'impact du pétrole sur la politique est incertain. Il dépend en effet d'un certain nombre de contextes sans lien avec le pétrole, notamment le rôle essentiel des héritages historiques. La rente pétrolière n'est généralement en fait qu'un facteur déterminant qui interagit avec

une « configuration de causes » plus large, d'où la nécessité de passer de l'étude des ensembles à une analyse qui prenne également en compte le contexte, les mécanismes et les dynamiques. Autrement dit, il faudrait s'intéresser à toutes les composantes de l'architecture complexe de l'autoritarisme dans les sociétés riches en ressources. Comme le souligne la section suivante, on pourrait éventuellement examiner l'impact des flux de rente dans une perspective plus large qui prend en compte, outre le pétrole, l'aide, les envois de fonds par la diaspora et les rentes générées par la réglementation.

### 3. Comment les flux de rentes influencent-ils l'économie politique de la région MENA ?

La présente section affirme que l'expérience de la région MENA peut éclairer la conception d'une littérature plus ouverte sur l'économie politique des ressources naturelles. Après une brève synthèse de la manière dont les ressources naturelles ont modelé le développement dans la région MENA, elle préconise une conceptualisation plus large des flux de rentes. Le cas des États de la région MENA n'a pas été suffisamment pris en compte dans le grand débat sur « la malédiction des ressources ». Les pays de la région MENA sont considérés soit comme des « exceptions », soit trop pauvres en données pour justifier leur prise en compte dans l'analyse empirique qui, jusqu'à ces dernières années, a toujours exclu les exportateurs de pétrole de la région MENA de l'échantillon, comme ressort de l'étude clé sur la croissance économique réalisée par Mankiw, Romer et Weil (Mankiw et al 1982). Les discussions sur la malédiction des ressources étaient généralement axées sur l'expérience des exportateurs de produits de base essentiels d'Amérique latine et d'Afrique. Même lorsque l'échantillon les inclut, les données relatives aux pays de la région MENA sont généralement dépouillées de leurs contextes sociopolitiques. Deux récentes revues de l'économie des ressources naturelles relèvent cette omission (Van Der Ploeg 2011; Frankel, 2012).

Ce manque d'attention est d'autant plus surprenant que la région MENA est une région particulièrement riche en ressources. Avec son niveau généralement élevé de flux rentiers et sa dépendance absolue à l'égard de ceux-ci, les questions de rente occupent une place importante au Moyen-Orient. Les graphiques 1 et 2 présentent un état comparatif des réserves d'hydrocarbures de la région MENA. Les réserves confirmées de pétrole brut de la région MENA sont trois fois plus élevées que celles des autres régions. Ensemble avec l'Europe de l'Est, la région possède également l'une des réserves confirmées de gaz les plus importantes du monde. En fait, en 1999, la région MENA est passée devant l'Europe de l'Est dans le classement des pays détenteurs des plus grandes réserves de gaz. Le tableau 1 présente d'autres données comparatives des richesses en ressources exceptionnelles de la région. Tandis que les mesures plus générales de richesse en ressources naturelles par habitant

placent les pays de la région MENA plus ou moins au centre<sup>16</sup>, la région est très riche en ressources ponctuelles qui génèrent des flux plus substantiels encore de rentes concentrées (pétrole, gaz naturel et richesses du sous-sol). En matière de richesse en pétrole par habitant, le Moyen-Orient est en tête de toutes les autres régions.

Les États de la région MENA se distinguent également par la quantité et la volatilité de leurs flux de rentes. En proportion du PIB, les rentes de ressources naturelles du Moyen-Orient sont en moyenne trois à quatre fois plus élevées qu'en Amérique Latine ou en Afrique Sub-Saharienne (voir tableau 2). Ces flux de rentes sont également beaucoup plus volatiles dans la région MENA : l'écart-type des rentes de ressources est généralement de 12 % contre 3 % en Amérique latine et 5,5 % en Afrique Sub-Saharienne. Il importe également de souligner que dans la région MENA, il n'y a pas que les pays riches en pétrole qui génèrent d'importantes rentes de ressources. En effet, les rentes des ressources naturelles, même des pays relativement pauvres en pétrole, représentent une forte portion de leur PIB, comparativement aux reste des pays pauvres en pétrole dans le monde. Leurs rentes de ressources sont également deux fois plus volatiles que celles de l'échantillon mondial des pays non dotés de ressources combustibles. Même dans les pays relativement pauvres en pétrole, les combustibles sont en première ligne dans la structure d'exportation. Durant la période 1962-2008, le ratio exportations de combustibles par rapport aux exportations totales était en moyenne de 63 % en Syrie, 34 % en Égypte et 21 % en Tunisie.

Ces richesses en ressources se traduisent par d'importants flux de revenus. Dans la région MENA, les hydrocarbures génèrent en moyenne 750 milliards de dollars par an. Au cours des dix dernières années, la région a accumulé 2 900 milliards de dollars – ce qui équivaut au PIB de tous les pays réunis<sup>17</sup>. Étant donné l'importance des ressources naturelles – tant pour les pays riches en ressources que pour ceux qui en possèdent peu – et leur profonde incidence sur le développement, il est surprenant que l'analyse de la malédiction des ressources dans l'économie du développement ne traite pas de l'expérience de la MENA. Pour soutenir la prise en compte de la situation telle qu'elle se présente

<sup>16</sup> Les estimations des richesses naturelles par habitant placent la région devant l'Asie du Sud et l'Afrique Sub-Saharienne mais derrière l'Europe, l'Asie Centrale et l'Amérique Latine.  
<sup>17</sup> Selon le Magazine Economist, il existe également un potentiel considérable non exploré, avec d'importantes réserves de pétrole de schiste en Jordanie et des gisements de gaz en Méditerranée orientale, 13 juillet 2013.

dans la région MENA, nous proposons d'abord un rapide examen de la manière dont les ressources naturelles influent sur le développement dans la région MENA. Nous soulignerons ensuite l'intérêt de cette expérience pour la science sociale.

## 2.2. Ressources naturelles et développement dans la région MENA

Depuis la découverte du pétrole dans les années 50, les hydrocarbures ont modelé le développement de la région MENA. Un rapide survol de la situation à ce jour donne à penser que la région MENA présente les principales pathologies associées à la malédiction des ressources qui se retrouvent chez les autres pays en développement. Les économies ont enregistré une croissance moyenne assortie d'une forte volatilité des gains macroéconomiques. Ceci est dû aux problèmes suivants : faiblesse du secteur privé, investissements stériles dans des projets inutiles, quête de rentes tous azimuts, et fonction publique pléthorique et surdimensionnée. Cependant, les dépenses de l'État (s'agissant notamment des subventions et des salaires des fonctionnaires) n'ont pas bougé face aux fluctuations des cours du pétrole. Il existe une riche documentation sur la relation entre pétrole et développement dans la région MENA (Yousef 2004 ; El Badawi 2005 ; Nugent et Pesaran 2005). Plutôt que de proposer un résumé d'ensemble, on ne s'attardera que sur les aspects marquants de cette littérature.

Derrière les schémas généraux présentés se cache une diversité incroyable d'expériences de développement individuelles. Le classement de la région MENA est généralement basé sur deux facteurs : la main-d'œuvre et les ressources. La dynamique de l'économie politique des pays riches en ressources et pauvres en main-d'œuvre du Golfe est différente de celle des économies riches en main-d'œuvre de la région (dont certains sont riches en pétrole, et d'autres pauvres en pétrole, comme l'Égypte et la Syrie). Pour classer la région en fonction des richesses en rentes, il convient tout d'abord de séparer ces économies en : pays exportateurs de pétrole financièrement excédentaires, pays exportateurs de pétrole financièrement déficitaires et économies déficitaires en ressources et excédentaires en main-d'œuvre. Pendant le premier boom pétrolier (1973-80), tous ces trois types d'économies ont favorisé le secteur public à travers des allocations de rentes et des pratiques népotiques qui ont sapé les marchés et le changement structurel concurrentiel. Toutefois, les stratégies de développement et la nature des flux de rentes sous-jacents étaient différentes d'un pays à un autre.

- Les pays exportateurs de pétrole financièrement excédentaires ont utilisé leurs importantes rentes pétrolières pour s'assurer

un soutien politique en offrant plusieurs prestations sociales. Ceci a accru la consommation du gouvernement, qui a rapidement tari les rentes de ressources. Le phénomène s'est également accompagné d'effets pervers, à savoir : stabilité des autocraties, politique budgétaire procyclique, distorsions du marché du travail, secteurs privés marqués par le favoritisme, et forte dépendance à l'égard des rentes de ressources.

- Les pays financièrement déficitaires sont riches en main-d'œuvre avec des rentes de ressources par habitant relativement modestes, comparé aux pays du Golfe. Certains d'entre eux ont utilisé leurs rentes pour lancer un processus d'industrialisation piloté par l'État, qui s'est abrité derrière des tarifs protecteurs élevés, mais la plupart ne sont pas parvenus à forger une puissance industrielle compétitive. À l'instar d'autres pays exportateurs de pétrole, ces économies ont également institué des droits sociaux systématiques. Il faudrait souligner qu'en l'occurrence, les rentes pétrolières sont combinées à des rentes réglementaires à travers une manipulation de l'économie. Ceci a favorisé la recherche de profit et des investissements stériles, qui ont affaibli les secteurs privés et durci la résistance aux réformes.
- On pourrait espérer que les pays pauvres en ressources enregistrent un développement politique et économique plus rapide du fait de la faiblesse de leurs rentes financières, mais c'est sans compter avec les importants profits tirés de l'aide extérieure, des envois de fonds des travailleurs émigrés et de la réglementation.

Les pays excédentaires en main-d'œuvre ont enregistré une baisse des rentes dans les années 80 – suite à la baisse des cours du pétrole, des flux d'aide extérieure et des envois des fonds des travailleurs émigrés. Avec l'augmentation du ratio dette par rapport au PIB, la réforme économique s'est imposée comme un impératif stratégique. Plusieurs pays de la région MENA ont entrepris une privatisation et une libéralisation à petite échelle. L'exercice a été mené de manière à maintenir le statu quo. La réforme néolibérale a créé de nouveaux flux de ressources à travers des contrats juteux et des licences accordés dans le secteur bancaire et des télécommunications. Cette démarche avait pour but de consolider les coalitions d'élites et de réorganiser le pouvoir politique. Dans l'ensemble, les réformes économiques ne sont pas parvenues à briser les nombreuses barrières à l'entrée et les pratiques anti-concurrentielles.

Le deuxième boom pétrolier, qui a commencé avec la montée des cours du pétrole dans les années 90, a créé une importante manne financière (les recettes pétrolières des pays de la région MENA ont quadruplé durant la période 2000-07). La plupart des gouvernements des pays exportateurs de pétrole ont d'abord réagi avec prudence

à ces flux financiers très important par une augmentation de l'épargne, une baisse de la consommation domestique et une dépendance vis-à-vis des marchés. Durant cette période, la dette totale de la région MENA est passée de 55 % à 17 % du PIB. Les pays exportateurs de pétrole ont commencé à déposer une bonne partie de leurs excédents de compte courant dans des fonds souverains (FS). Dans plusieurs pays de la région MENA, le secteur privé s'est montré plus actif et plus indépendant de l'État. Toutefois, le deuxième boom pétrolier n'a pas affiné le modèle de développement basé sur la rente.

Les dépenses publiques se sont accélérées depuis 2005 du fait de l'accroissement des engagements concernant les salaires, les subventions et les projets d'infrastructure. Dans l'ensemble, les pays riches en ressources de la région MENA ont dépensé près de la moitié de leurs excédents de recettes d'hydrocarbures, les dépenses publiques étant évidemment plus élevées dans les pays financièrement déficitaires. Les dépenses publiques restent la principale locomotive de l'investissement privé dans les États riches en ressources de la région MENA, mais ces investissements (notamment ceux portant sur les infrastructures) sont généralement peu rentables (Um et al. 2009). Il n'est donc pas surprenant que le revenu par habitant des pays exportateurs de pétrole de la région découle principalement des profits sur les termes de l'échange, la contribution du secteur non pétrolier au PIB étant bien maigre (Arezki et Nabli, 2012). En résumé, malgré une légère évolution, le vieux modèle de développement est toujours en place, et il se porte bien.

De ce rapide survol de l'expérience de la région en matière de développement, on pourrait tirer au moins deux conclusions. Premièrement, la malédiction des rentes qui frappe le Moyen-Orient est d'envergure et ne se limite donc pas à une malédiction pétrolière. Dans la région MENA, les recettes pétrolières sont complétées par d'autres flux de revenus non gagnés provenant de l'aide, des envois de fonds de la diaspora et de la réglementation de l'État. Ces flux de revenus sont également interliés : les pays riches en ressources sont une importante source de flux financiers pour les pays pauvres en ressources de la région. L'expérience de la région MENA en matière de rente est donc plus profonde (et plus vaste) qu'il n'est généralement perçu. Un deuxième aspect pertinent concerne la diversité de nature et de canaux utilisés pour la distribution de la rente.

Si les pays riches en ressources de la région MENA sont souvent considérés comme étant à l'origine de la perversité de l'économie politique de la région, il reste qu'il est bien facile d'exagérer le rôle du pétrole. Il est également difficile d'expliquer la mauvaise performance des pays relativement pauvres en ressources. Malgré la faiblesse de

leurs ressources pétrolières, plusieurs de ces sociétés présentent des symptômes de la malédiction des ressources identiques à ceux de leurs voisins riches en pétrole. Ceci s'explique en partie par l'importance des flux de rentes non pétrolières qui miment les effets du pétrole et affectent de la même manière l'économie politique. On note au moins trois flux de revenus de ce type dans les pays de la région MENA relativement riches en main-d'œuvre et pauvres en ressources, à savoir : (1) l'aide, (2) les envois de fonds de la diaspora et (3) les rentes découlant des règlements gouvernementaux. Le premier des trois, à savoir l'aide étrangère, est une rente géopolitique qui peut reproduire les symptômes de la malédiction des ressources. Du fait de sa situation stratégique, les rentes d'aide dont bénéficie l'État moyen de la région MENA sont plus substantielles que celles d'un pays à faible revenu moyen ou d'un État d'Afrique Sub-Saharienne (voir tableau 3). Ces cinquante dernières années, la région MENA a reçu grosso modo trois fois plus d'aide nette par habitant que l'Amérique latine. Bien qu'elle compte proportionnellement beaucoup plus de pauvres, l'Asie du Sud n'a reçu, en termes d'aide étrangère nette, que 6 dollars par habitant durant la dernière décennie, contre 43 dollars par habitant dans la région MENA.

Comme le montre le tableau 3, l'aide nette (par habitant) que reçoit un État moyen d'Afrique du Nord est supérieure à celle d'un pays à faible revenu moyen. Depuis 2011, les flux d'aide dans les pays du Printemps arabe se sont envolés, passant à 158 dollars en Égypte et 86 dollars en Tunisie. Suite à la récente crise politique qu'elle a traversée, l'Égypte a obtenu en 2013 des promesses d'aide d'un montant de 12 milliards de dollars. Fait intéressant, ces flux inattendus d'aide sont distribués, même dans les pays qui exportent peu de pétrole.

Une deuxième source de rentes parfois importantes concerne les envois de fonds des travailleurs migrants. Le tableau 3 montre également l'importance de ces rentes : la région MENA possède le ratio envois de fonds/PIB le plus élevé de toutes les régions en développement (4 % contre 1 à 1,5 % pour l'Amérique latine et l'Afrique Sub-Saharienne). La Jordanie et le Liban tirent environ 20 % de leur PIB de ces envois de fonds. Le ratio est également élevé, au regard des normes internationales, au Yémen, en Égypte et au Maroc. Contrairement au pétrole et à l'aide, les envois de fonds sont bien répartis entre les bénéficiaires, ce qui rend l'impact politique plus ambigu. Bien que les statistiques montrent que les envois de fonds sont, conjointement avec l'aide étrangère, liés à la stabilité, ils peuvent également affaiblir les relations protecteur-protégé et libérer l'espace politique (Ahmad 2012). Les mécanismes qui sous-tendent ces corrélations statistiques sont toutefois confus. On présume que les

envois de fonds des travailleurs migrants peuvent influencer les décisions de dépense du gouvernement, les détournant des biens publics essentiels, et qu'ils peuvent faire baisser la pression politique créée par le taux élevé du chômage.

Les effets économiques sont également ambigus. Si les envois de fonds des travailleurs expatriés sont susceptibles d'améliorer l'intermédiation financière, ils peuvent aussi avoir un effet de « syndrome hollandais » et donc ralentir à terme la croissance (Rajan et Subramanian 2011). En couvrant les besoins en réserve de devises, les envois de fonds peuvent éviter des crises économiques et affaiblir ainsi les incitations aux réformes économiques. Dans la région MENA, l'aide tout comme les envois de fonds ont ceci de particulier qu'ils sont fortement liés aux cours du pétrole. On peut le comprendre aisément : dans la région, les rentes pétrolières sont recyclées à travers des soutiens financiers aux voisins plus pauvres et la création d'emplois pour les migrants non qualifiés venant des pays excédentaires en main-d'œuvre. Le cours du pétrole est par conséquent une locomotive fondamentale de ces flux financiers transfrontaliers. Comme le montre le graphique 3, jusqu'en 2002, l'aide aux producteurs non pétroliers de la région (en % du PIB) s'est quasiment alignée sur l'évolution des cours du pétrole. Une tendance similaire s'observe concernant les envois de fonds des travailleurs migrants.

Le troisième flux de rentes dont les effets sur l'économie politique sont particulièrement pernicious découle d'une manipulation de l'économie par le gouvernement<sup>18</sup>. Les marchés de la région sont des plus protégés du monde. Dans les pays de la région, l'activité économique domestique est généralement régie par des octrois de monopole, des

contrôles de prix, des règlements procéduraux, et un ensemble de barrières commerciales arbitraires. Ces barrières permettent en effet à certaines élites de contrôler les points d'accès vitaux de l'économie, ce qui génère des fonds qui servent à soutenir les « réseaux de privilège » jugés essentiels pour la survie du régime. Nul doute que le besoin de ces rentes est plus aigu dans les pays riches en main-d'œuvre dont les engagements en matière de distribution sont plus grands. Ceci explique parfaitement pourquoi les barrières non tarifaires sont à la fois plus nombreuses et plus fortes dans les économies de la MENA riches en main-d'œuvre. S'agissant en fait des mesures de restriction commerciale, les pays de la MENA excédentaires en main-d'œuvre devançant toutes les autres régions, y compris l'Afrique Sub-Saharienne (voir graphique 7 dans Malik et Awadallah 2013).

Ainsi, l'économie politique de la région MENA est éventuellement minée, surtout par la convergence de ces flux de rentes, et non pas par le pétrole uniquement. La malédiction des ressources est en effet une variante de la malédiction plus large des rentes, qui peut également se traduire dans les économies pauvres en ressources par une dépendance à l'égard de l'aide étrangère, des envois de fonds des travailleurs expatriés et des rentes liées à la réglementation. Étant donné qu'une partie des recettes pétrolières est recyclée dans la région à travers l'aide et les envois de fonds, il n'y a pas lieu, pour les besoins de l'analyse, de faire une distinction, comme il est de tradition, entre pays pétroliers et pays non pétroliers. Les frontières entre les pays riches et les pays pauvres en ressources de la MENA sont plus fluides qu'elles ne paraissent (elles défient en outre la distinction classique entre pays riches en ressources et pays pauvres en ressources).

<sup>18</sup> Ces rentes sont souvent générées par l'intervention du gouvernement qui modifie les prix relatifs (Tollson 1982).

## 4. Intérêt de l'expérience de la région MENA pour la littérature mondiale

Comment la région MENA peut-elle enrichir le débat mondial sur les ressources naturelles et le développement ? Dans la présente section, nous proposons au moins six caractéristiques qui distinguent l'économie politique de la région MENA de celle des autres pays du monde riches en ressources. Ceci est une tentative d'ébauche censée inspirer une systématisation accrue dans les futurs travaux de recherche.

### *Volume et importance des flux de rentes*

Premièrement, comme souligné plus haut, les pays de la région MENA possèdent plus de ressources en termes de volume et d'importance qu'un pays riche en ressources moyen de l'échantillon mondial. L'importance des rentes de ressources par habitant de la région, le coût relativement faible d'exploitation de ces ressources, ainsi que la taille et la volatilité exceptionnelles des flux de rente distinguent ces pays des autres pays exportateurs de pétrole. Étant donné que son économie est essentiellement basée sur les hydrocarbures, les flux de rente de la région sont concentrés. Cependant, et peut-être plus important encore, ce sont les liens multidimensionnels qui existent entre les pays pétroliers et non pétroliers de la région et qui font la particularité de l'économie politique de la région MENA. Les hydrocarbures sont une puissante locomotive pour l'économie politique de la région MENA, tant pour ses pays riches en ressources que pour ceux qui n'en possèdent pas. Ces effets spatiaux – qui opèrent à travers l'aide, les envois de fonds et une diversité d'autres canaux – sont incontestablement plus intenses au Moyen-Orient que dans les autres régions riches en ressources. Ceci est également une invitation à aborder la question des flux de rentes dans une perspective plus générale, lorsque qu'elles découlent exclusivement du pétrole.

### *Canaux de distribution des rentes*

La région se distingue non seulement par l'importance de ses rentes de ressources, mais aussi par les canaux de distribution qu'elle utilise. Alors que dans la plupart des États riches en ressources, la richesse est habituellement distribuée à travers les salaires et les subventions,

la région MENA diffère des autres régions de par l'importance, la couverture et la diversité de ses canaux de distribution. Les « prestations sociales du berceau à la tombe » sont une spécificité de la région MENA. Dans les pays de la région, le régime de prestations sociales financées par les rentes couvre tous les domaines de la vie, de l'emploi au carburant et à la nourriture en passant par l'éducation, la santé et le logement subventionné. La fonction publique est plus pléthorique et plus centralisée que dans la plupart des pays en développement : « Au début du 21<sup>e</sup> siècle, la proportion de travailleurs employés par l'État dans les pays de la région représentait quasiment le double de la moyenne mondiale ». Le pays moyen de la région, qu'il soit exportateur ou importateur net de pétrole, subventionne également l'énergie à grand coût. Les décaissements de la région MENA pour l'énergie représentent près de la moitié des subventions énergétiques mondiales, soit quasiment le tiers des excédents pétroliers de la région et 8,5 % de son PIB<sup>19</sup>.

La subvention de l'énergie est une pratique courante, même dans les pays relativement pauvres en pétrole : l'Égypte subventionne le carburant à hauteur d'environ 11 % de son PIB ; au Yémen, ce taux est de 6 %. La subvention de l'énergie revient encore plus chère si l'on tient compte des subventions implicites (pour la production d'électricité et les entreprises d'État). Le coût d'opportunité en termes de dépenses de santé et d'éducation non réalisées est également élevé. En Égypte, la facture totale des subventions correspond à trois fois les dépenses de santé et d'éducation réunies<sup>20</sup>. Les subventions de produits alimentaires, bien que financièrement pesantes, restent également générales dans une région connue pour sa dépendance étonnamment forte des importations alimentaires<sup>21</sup>. Bien que dans la région, l'eau passe pour une denrée, elle est fournie quasi gratuitement<sup>22</sup>.

Outre les salaires et les subventions, principales composantes du système de distribution, les États de la région MENA s'appuient sur divers autres canaux pour la distribution de leurs abondantes ressources. Le secteur financier s'avère un important canal de distribution des rentes. Des groupes favorisés bénéficient de crédits subventionnés sous forme

<sup>19</sup> Ceci correspond, selon les estimations du FMI, à 22 % des recettes publiques.

<sup>20</sup> Les subventions de l'énergie sont également mal ciblées, d'autant plus qu'elles profitent de façon disproportionnée aux zones urbaines et aux riches.

<sup>21</sup> Les subventions de produits alimentaires représentent 0,7 % du PIB dans la MENA, mais elles varient considérablement d'un pays à un autre.

<sup>22</sup> Même lorsqu'elle est facturée, le tarif est généralement très bas et ne reflète pas le coût réel de la prestation.

de prêts sans intérêts<sup>23</sup>. En début 2013, les prêts personnels accordés aux citoyens du CCG excédaient 355,3 milliards de dollars<sup>24</sup>. Si le concept de subventions pour tous permet d'accroître le soutien reçu des populations, d'autres moyens sont utilisés pour lier les intérêts de l'élite au maintien du régime. Les investissements publics financés par le pétrole permettent, sous diverses formes, d'appivoiser les élites politiques et des entreprises, à travers notamment les contrats de construction, les licences d'importation et les acquisitions de terres. Le secteur de la construction – principal bénéficiaire de la manne financière – est en retour tributaire de l'importation de main-d'œuvre, une activité régie par un système de sponsoring qui procure des rentes additionnelles aux sponsors locaux, sans qui les migrants ayant un permis ne peuvent ni pénétrer (et quitter) le pays, ni changer d'emplois. Si le présent document n'a pas vocation à analyser en détail ces canaux, l'examen qui précède aborde la question du volume des rentes et de la diversité de leur affectation, traits distinctifs des pays de la MENA par rapport aux autres pays riches en ressources.

### L'environnement externe

Une deuxième caractéristique distinctive de la région MENA réside dans l'importance capitale de l'environnement externe pour la compréhension de son économie politique. Le Moyen-Orient a pendant longtemps été le théâtre de grands jeux politiques, où ressources et conflit ont suscité l'intérêt des pouvoirs étrangers. La région est stratégiquement prisée pour son immense dotation en ressources. Il importe de souligner que certains États sont capables d'accroître rapidement la fourniture de pétrole. Cette capacité à stabiliser les marchés pétroliers mondiaux est particulièrement intéressante en périodes de turbulence. Pour les États cherchant à asseoir leur hégémonie au niveau mondial, il est vital de sécuriser l'accès et le contrôle de ces richesses en ressources – ainsi que les routes de transport qui y mènent.

La région MENA demeure en outre un théâtre actif de conflits régionaux et mondiaux. Ainsi, du fait de leur position stratégique, plusieurs pays de la région MENA tirent malgré eux des dividendes de leur situation géographique. L'impact politico-économique de ces flux de rentes géostratégiques n'est pas très différent de celui des rentes pétrolières. Le Moyen-Orient étant une région sujette aux conflits, il est également l'une des régions les plus militarisées du monde. La « solidité » de cet appareil de coercition dépend pour

l'aide, les armes et l'équipement, des recettes pétrolières (Bellin 2004). Enfin, la seule présence de soldats étrangers sur le sol et sur les côtes du Golfe constitue pour les acteurs extérieurs, un important levier face aux responsables locaux dont ils sont généralement tributaires pour leur propre sécurité. La question qui se pose est donc la suivante : Dans quelle mesure ceci traduit-il une capacité à influencer l'économie politique locale ?

Le « marchandage autoritaire » comporte-t-il une dimension externe, ou repose-t-il uniquement sur un contrat social interne entretenu par les richesses en ressources de la région ? certains États ont de tout temps été tributaires de pouvoirs étrangers tant pour « les revenus que pour la protection ». La découverte du pétrole n'a fait qu'exacerber la situation. Les approches théoriques dominantes (la RST, par exemple) se sont particulièrement penchées sur la manière dont la distribution des rentes de ressources au niveau national achète le soutien politique, faisant fi de la manière dont ces rentes sont recyclées dans le circuit international pour calmer les partenaires extérieurs. Ce recyclage mondial des pétrodollars prend plusieurs formes : investissements outre-mer, acquisition de sociétés étrangères, contrats d'affaires et de construction, don aux œuvres de bienfaisance, financement de conflits et, surtout, achats d'armes.

Outre les bons du Trésor américains, les fonds souverains (FS), de plus en plus actifs dans la région, sont largement investis à l'étranger (surtout sur les marchés européens et américains). Du fait de la faiblesse de leur capacité d'absorption, les États de la région MENA investissent évidemment à l'étranger mais il semble que ces investissements ne relèvent pas exclusivement d'un souci de rentabilité économique mais également géopolitique. Les pays de la région jouent aussi un rôle clé dans l'économie politique des conflits au niveau mondial. Les achats d'armes – qui se chiffrent désormais à des milliards de dollars par an – sont un moyen de réinvestissement des rentes de ressources dans les États considérés comme stratégiquement importants par les dirigeants locaux. Toutefois, le poids stratégique des pays de la région ne tient pas uniquement à leurs richesses en ressources. Le rôle d'intermédiaires qu'ils jouent dans la gestion des conflits locaux a été déterminant.

Ceci maintient en effet les États de la région et les pouvoirs étrangers dans une interdépendance réciproque, ce qui débouche sur une préférence pour les discours prônant la stabilité.

<sup>23</sup> Plusieurs États de la MENA prêtent aux ménages et aux entreprises. Le canal financier est particulièrement important en Iran qui a manifestement souffert de la situation de répression financière, et où l'octroi de crédits bon marché aux groupes favorisés a permis de consolider le soutien au régime.

<sup>24</sup> Les ressortissants des Émirats arabes unis et d'Arabie saoudite étaient les premiers bénéficiaires de ces crédits de faveur.

Comme le montrent les événements qui surviennent dans la région, l'influence régionale sur l'économie politique locale reste capitale. Les États riches sont un important stimulateur financier pour les pays voisins. Le système de subvention dans ces pays ne tiendrait pas sans les injections régulières de fonds de leurs riches voisins. Tout ceci pour dire que toute analyse de l'économie politique de la MENA demeure incomplète si elle ne prend en compte les effets de voisinage et les débordements au niveau régional.

### *Dualité des marchés du travail*

Un autre trait distinctif de l'économie politique de la région MENA réside dans la structure et la performance de son marché du travail. Les marchés du travail arabes sont segmentés à différents niveaux : nationaux et migrants, secteur public et secteur privé, secteurs formel et informel, hommes et femmes. Dans certains pays seuls les nationaux peuvent prétendre aux emplois de la fonction publique, tandis que le secteur privé est tributaire des travailleurs migrants. Dans la région, 60 % des emplois formels sont publics. Du fait des salaires élevés payés aux fonctionnaires, les emplois dans la fonction publique sont particulièrement convoités<sup>25</sup>. Les nouveaux-venus sur le marché du travail préfèrent faire la queue pour un emploi de fonctionnaire plutôt que d'accepter un emploi dans le privé. Ceci n'est pas l'apanage des pays riches en pétrole : dans un récent sondage de Gallup, seules 5 à 8 % des personnes interrogées dans les pays d'Afrique du Nord pauvres en ressources (Tunisie, Égypte et Maroc) ont dit préférer travailler dans le privé. Étant donné qu'il devient de plus en plus difficile financièrement de maintenir un effectif élevé dans la fonction publique, les coûts d'ajustement sont transférés aux « exclus » du système, à savoir les jeunes intellectuels et le secteur informel (Assad 2014)<sup>26</sup>. Outre cette inégalité intergénérationnelle, la dualité des marchés du travail renforce plusieurs distorsions dans les domaines de l'éducation, des finances et du développement du secteur privé<sup>27</sup>.

Structurellement, cependant, cette segmentation du marché du travail repose sur un équilibre politique sous-tendu par un pacte social qui distribue les rentes aux citoyens, principalement par le biais de la fonction publique. Le fonctionnement des marchés du travail en fait l'accent,

dans l'analyse de Weber, sur ces trois facteurs qui sont : classe, statut et pouvoir. Traditionnellement, la fonction publique a permis de lier les fortunes des classes moyennes et des membres des principaux clans, sectes et tribus au sort de la coalition au pouvoir. En maintenant les classes moyennes dans la dépendance et l'immobilité, la dualité des marchés du travail a favorisé une division politique du travail ne laissant aucune place à une politique de classes. Cette dualité se maintient par une ouverture de l'accès aux flux de rente, dont les rentes pétrolières ne sont qu'une composante.

### *Anatomie de la relation entreprise-État*

Un autre trait qui distingue l'économie politique de la région MENA de celle de ses États concurrents est la nature de la relation entreprise-État. Bien que dans les pays riches en ressources, les affaires reposent généralement sur un secteur des ressources naturelles prédominant, la fragilité du secteur privé de la région MENA est légendaire. La limite entre public et privé est si floue que l'entreprise ne peut se développer qu'à l'ombre de l'État. Dans les régions les plus riches, qui traditionnellement accueillent des élites du monde des affaires dans le cercle du pouvoir, les entreprises manquent à la fois de « poids politique » et d'« espace organisationnel autonome » (Hertog et al. 2013). La région dans son ensemble compte une multitude d'entreprises anciennes, proches du pouvoir, qui monopolisent l'avantage économique. Ce capitalisme de connivence, souvent dénommé « réseaux de privilège », était particulièrement courant dans les pays du Printemps arabe. Une estimation souligne que près de 58 % des sociétés de manufacture en Égypte peuvent être considérées comme proches du pouvoir. Ces entreprises ont un accès privilégié au crédit : dans un échantillon constitué par ORBIS, 92 % des prêts avaient été accordés à des entreprises proches du pouvoir (Diwan and Schiffbauer 2013)<sup>28</sup>.

On pourrait dire que ce capitalisme de connivence n'est pas propre à la région MENA. Des tendances similaires ont été observées dans d'autres pays émergents d'Asie et d'Amérique. La question est donc de savoir si dans la région MENA, la configuration du capitalisme de connivence est différente de celle des autres régions. Il serait intéressant, dans le cadre de futures recherches, de s'attarder sur

<sup>25</sup> Plusieurs autres avantages non salariaux sont attachés aux emplois de fonctionnaire.

<sup>26</sup> Comme le souligne Assad (2014), on observe actuellement une compensation de la baisse des emplois dans la fonction publique en Égypte par une augmentation des employés du secteur informel.

<sup>27</sup> Cette structure particulière des marchés du travail coûte chère en matière de développement. Elle enferme des travailleurs instruits dans des emplois de fonctionnaire improductifs, et elle crée des distorsions dans la structure des incitations à l'éducation en accordant davantage d'importance aux références qu'aux qualifications. L'accès aux emplois de la fonction publique est également filtré par le jeu des relations, autrement dit, le système du marché du travail privilégie les connaissances (s'agissant notamment des jeunes travailleurs). Il est également associé à une faiblesse des taux de participation de la main-d'œuvre féminine, à des taux élevés de chômage des jeunes et à une faiblesse de la mobilité géographique. Voir Assad (2013) pour un examen détaillé.

<sup>28</sup> ORBIS est une base de données mondiale des entreprises, créée par Bureau van Dijk.



ces différences. Le présent document peut proposer trois explications possibles.

**Premièrement**, contrairement à la situation sur les autres marchés émergents, les économies de la région MENA manquent cruellement d'une dynamique d'entreprise, signe des difficultés d'entrée, d'accès et de mobilité des entreprises. L'entreprise gravite généralement autour d'une pyramide de privilèges, avec à son sommet quelques entreprises proches du pouvoir et une large base constituée de petites entreprises, en majorité du secteur informel. Ceci crée ce qu'on appelle communément « le milieu manquant ». Les pays possèdent certaines des barrières non tarifaires les plus systémiques du monde, ce qui engendre une fragmentation des marchés, d'importantes barrières à l'entrée, et stimule le secteur informel.

**Deuxièmement**, marquées par le système de contrôle centralisé hérité du passé, les entreprises souffrent d'une lourdeur bureaucratique plus grande. Les échanges au niveau économique sont rarement gérés par une structure institutionnelle régie par des règles. Même lorsque des lois existent, elles sont appliquées de façon discrétionnaire, en dissociant les cas de jure et de facto. Le cadre juridique sous-jacent ne présente aucun intérêt pour les petites entreprises. Le code sur la faillite égyptien a longtemps pénalisé les entreprises incapables d'apurer leur dette, leurs propriétaires pouvant être jetés en prison ou exclus de la fonction publique, sans qu'ils ne bénéficient pour autant d'une remise de dette. En Tunisie, la situation est contraire : du fait de l'inexistence d'une loi sur la faillite, les entreprises évitent les prises de risques.

**Troisièmement**, dans la région MENA, le capitalisme de connivence élargit rarement la structure de production de l'économie. Tout dépend en fait de l'activité économique qu'exercent les proches. Les entreprises proches du pouvoir sont principalement présentes dans des secteurs à l'abri de la concurrence à l'importation et dans les secteurs énergétivores, ce qui leur permet de profiter des subventions accordées (Diwan and Schiffbauer 2013). Les géants de l'Asie de l'Est sont, en revanche, plus présents dans le secteur de l'exportation des produits manufacturés où les entreprises prospèrent à travers une intégration accrue aux marchés régionaux et mondiaux. Ceci expose les élites économiques à une concurrence étrangère plus rude et aligne leurs incitations sur celles des économies ouvertes. Par ailleurs, la restriction des activités d'exportation qui s'observe dans les économies de la région MENA revient à dire que les rentes sont maintenues par népotisme et non par la compétitivité sur les marchés. En Tunisie, pays doté d'un

secteur de l'exportation plus dynamique, le régime politique a traditionnellement séparé le secteur des activités d'exportation de celui des importations, ce qui n'a pas permis au secteur de la production d'en tirer parti, et a miné les relations entre les entreprises des deux secteurs. Dans les économies de la région MENA, les relations inter-entreprises sont souvent lâches, d'autant plus que les structures de contrôle vertical prennent généralement le pas sur les relations horizontales entre agents économiques.

### *Progrès en matière de développement humain*

Dans l'abondante littérature sur le sujet, la dépendance à l'égard des ressources naturelles est associée à une inégalité accrue des revenus et une faiblesse des niveaux d'études et des résultats de santé (Gylfason 2001 ; Gylfason et Zoega 2003). La région fait exception en la matière. Ces cinq dernières décennies, la région MENA a accompli d'incroyables progrès en matière de développement humain, notamment en rendant l'enseignement primaire accessible à tous. La région a enregistré l'une des croissances les plus rapides en matière de résultats scolaires (Youssef 2004). Sur les vingt premiers pays qui se sont distingués en termes d'augmentation du nombre moyen d'années d'études entre 1980 et 2010, neuf faisaient partie de la région MENA (Campante et Chor 2012)<sup>29</sup>. Malgré certaines questions de qualité persistantes, on ne saurait minimiser cette performance quantitative en termes d'accès à l'éducation et aux services de santé, si on considère qu'au niveau mondial, plusieurs pays en développement continuent de se battre pour assurer la scolarisation de tous leurs enfants<sup>30</sup>.

L'État moyen de la région consacre une part plus substantielle de son PIB aux dépenses d'éducation que les pays en développement. La performance de la région est également satisfaisante concernant les mesures habituellement appliquées en matière de pauvreté et d'inégalité. Par exemple : l'incidence de l'extrême pauvreté est plus faible (le recensement de 2008 estime qu'il n'est que de 2,70, contre 6,70 en Amérique latine et 35,97 en Afrique Sub-Saharienne). La région a également accompli des progrès remarquables en ce qui concerne les indicateurs composites de développement humain. En 1990, les pays de la région à faible revenu ne s'en sont pas beaucoup mieux tirés que les pays d'Afrique Sub-Saharienne en termes d'IDH ; en 2007, ils ont dépassé les niveaux atteints par la majorité des pays en développement (Malik 2012). Il s'agit ici d'un autre cas où l'expérience d'État rentier de la région MENA produit des schémas de développement humain

<sup>29</sup> Huit pays arabes plus la République islamique d'Iran.

<sup>30</sup> Des prouesses similaires ont été réalisées dans l'amélioration de l'espérance de vie.

radicalement différents – schémas qui reposent en définitive sur un pacte social en vertu duquel des prestations sociales sont accordées contre un appui financier, alimenté par les rentes. Le modèle de développement humain des pays de la région est finalement autodestructeur, car il accroît inéluctablement le chômage des jeunes et laisse les aspirations inassouvies. La générosité dans les prestations sociales se fait également au détriment d'un développement durable des capacités humaines d'autant plus qu'elle compromet l'action politique.

Ces nuances qui distinguent l'économie politique de la MENA sont un héritage non seulement des richesses en ressources de la région mais

également de son passé. Comme souligné plus haut, l'impact des ressources naturelles sur le développement résulte d'un ensemble de conditions initiales différentes. À l'orée de l'indépendance, plusieurs sociétés ont hérité d'un milieu des affaires faible et de structures bureaucratiques décentralisées. L'économie politique ottomane, la solidité des anciennes formations sociales et les structures rentières en place avant l'indépendance ont profondément marqué les voies de développement empruntées par la suite. Il importe aussi de souligner que le fait de se focaliser sur le pétrole, en faisant fi de l'expérience rentière dans sa globalité, ne permet pas de bien cerner l'économie politique de la région.

## 5. Vers une nouvelle économie politique dans la région MENA

En examinant la documentation sur l'économie politique de la région MENA dans une perspective plus large, le présent document a souligné la nécessité de décortiquer l'expérience rentière de la région à travers une conceptualisation élargie des rentes, qui ne se limite pas au pétrole mais prend en compte les divers autres flux de rentes non pétrolières. Se focalisant sur le rôle du pétrole et de l'idéologie, la littérature existante a accordé peu d'intérêt aux rentes non pétrolières générées par l'aide étrangère, les envois de fonds des travailleurs migrants et la réglementation de l'État. La prise en compte des effets de ces facteurs donne à penser que la région MENA est frappée d'une malédiction des rentes de portée générale qui transcende le cadre des rentes de ressources. Les structures économiques et politiques concentrées sont, profondément liées à la création, à la distribution et au maintien de ces rentes. L'ampleur, la volatilité et le degré de concentration des rentes ont une incidence décisive sur les incitations offertes aux élites (Auty 2010). Elles déterminent en fait la nature même de l'ordre social – savoir s'il est inclusif ou exclusif (North, Wallis et Weignast 2010).

En se focalisant sur des rentes essentiellement extérieures à l'économie, l'ancienne littérature a fait fi des rentes générées par une manipulation interne de l'économie à travers la restriction des marchés aux acteurs proches du pouvoir. En limitant les avantages économiques au cercle des proches, ces rentes réglementaires incitent fortement l'élite à coopérer. Il importe tout particulièrement de prendre ces rentes en compte en Afrique du Nord – berceau du Printemps arabe – région riche en main-d'œuvre mais plutôt pauvre en ressources naturelles. Les rentes réglementaires occupent assurément une place plus importante dans les pays riches en main-d'œuvre dont les engagements en matière de distribution sont supérieurs à leurs disponibilités financières. Plus important encore, ces structures de rente permettent d'expliquer pourquoi si difficile d'opérer des changements institutionnels. Comme l'ont tristement révélé les émeutes en Afrique du Nord, il est plus facile de faire changer des régimes que de démanteler les structures de rente.

L'importance de ces rentes réglementaires souligne combien la relation entreprise-État est essentielle dans la compréhension de l'économie politique de la MENA. Aucune analyse de l'économie politique de la région n'est en effet complète si elle ne prend en compte la relation dirigeant-marchand et le chevauchement entre le pouvoir économique

et le pouvoir politique. L'échec cuisant de la région dans la création d'un secteur privé autonome reflète non seulement l'héritage pesant du contrôle centralisé mais souligne également la faiblesse des structures de négociation. Il faudrait cependant que la structure du système de rente soit institutionnellement située dans le temps et dans l'espace. Les relations rentières ne sont pas propres à l'ère du pétrole. Elles s'inscrivent dans l'histoire ; pour certaines, les bases ont été jetées à l'ère ottomane et coloniale – et avec le temps, elles interagissent avec le changement de l'environnement externe. L'étude de ces interactions devrait occuper une place essentielle dans les analyses sur la question.

Cet accent sur les rentes pose de nouvelles questions de recherche fondamentale : Comment le pouvoir est-il organisé et exercé dans les sociétés de la région MENA ? Quels sont la nature, les sources et les mécanismes qui sous-tendent le dispositif institutionnel ? Pour répondre à ces questions, il importe de mieux comprendre la structure des incitations institutionnelles qui modèlent le débat économique et politique. Pour comprendre le pouvoir de facto en place dans les sociétés de la région MENA, une meilleure étude tant des élites que de l'histoire s'impose. Une analyse systématique des élites – leurs composition, préférences, stratégies, etc. – est essentielle pour ce genre d'analyse de l'économie politique. La littérature devrait également adopter une approche nouvelle de prise en compte de la temporalité, qui étudie l'histoire non pas simplement comme un récit isolé du passé, mais comme un prisme au travers duquel l'on peut comprendre les institutions contemporaines. Malgré la disponibilité d'une solide documentation sur l'histoire économique de la région MENA, dont des figures emblématiques telles que Charles Issawi, Roger Owen et Sevkiet Pamuk furent les pionniers, celle-ci n'a pas réussi à établir un lien entre le passé et le présent.

L'accent marqué placé sur les rentes – et leur relation avec un pouvoir établi depuis des lustres – non seulement libère la littérature de l'importance exagérée accordée au pétrole, mais peut également aider à porter le débat sur l'économie politique de la région MENA sur le terrain plus vaste des institutions et du développement. Ce recadrage permettra éventuellement d'utiliser des approches théoriques et empiriques plus larges qui étudient l'origine, l'impact et le développement des institutions. Deux approches – la Nouvelle économie institutionnelle (NEI) et l'Analyse historique comparative (AHC) – sont intéressantes en ce qui concerne

la théorie. En plus d'accroître la rigueur de l'analyse, ce mariage entre l'économie politique de la région MENA et les paradigmes théoriques dominants permettra de maintenir la nature pluridisciplinaire de la littérature, l'association des trois disciplines – histoire, politique et économie – débouchant sur un discours holistique.

Malgré un intérêt croissant pour le sujet, les paradigmes théoriques ne sont pas suffisamment explorés dans les études sur la région MENA<sup>31</sup>. Même lorsque les études s'inspirent de la NEI, elles ne permettent ni de tester réellement la théorie, ni de disposer de commentaires sur la documentation mondiale. De fait, l'économie politique générale s'est abstenue de toute relation sérieuse avec la région<sup>32</sup>. Les possibilités d'engagements réciproques sont nombreuses. La littérature générale sur l'économie politique peut être enrichie par un éclairage savant sur la région MENA – qui passerait par une analyse des interactions multicausales, l'identification des processus et des canaux intermédiaires, et l'étude des nuances et des contextes qui permettent de voir l'économie politique en action.

### *Quelles recommandations en termes de politiques publiques ?*

Il est difficile de parler de réformes de politiques publiques dans un milieu où les rentes sont utilisées pour maintenir un statu quo institutionnel. Néanmoins, mettre l'accent sur la question des rentes lors de l'étude des institutions et du développement enrichit notre compréhension des contraintes à long terme pour le développement. La connaissance des obstacles structurels à la prospérité est particulièrement importante en présence de cycles de développement vicieux, au sein desquels les pays pauvres sont souvent piégés et où les mauvaises politiques publiques sont reliés les unes aux autres par un ensemble de relations qui se renforcent mutuellement. Même si cela peut paraître frustrant pour ceux qui sont intéressés par la réflexion autour de la mise en œuvre de réformes des politiques publiques, une meilleure appréciation de ce qui ne marchera sûrement pas est probablement aussi important que l'analyse de ce qui pourrait fonctionner.

Pour apprécier son importance, prenons l'échec des réformes dans les années 1990, lorsque la libéralisation économique a été promue comme étant la recette pour le développement dans les pays pauvres. Cela reposait sur une justification solide: des décennies de contrôle

économique et d'interventionnisme par les gouvernements des pays en développement avaient échoué à redresser les économies. Au lieu de cela, cette approche avait renforcée, ce que les spécialistes comme Anne Krueger ont identifié, comme étant la recherche de rentes qui ont eu un impact social sans augmenter la capacité productive des économies. L'implication en terme de politique publique semblait évident et devait amener l'Etat à se retirer de son intrusion directe dans l'économie. Toutefois, si la libéralisation économique qui a suivi a créé sa propre litanie d'échecs, celles-ci sont en partie liés au fait que les chercheurs avaient découplé les rentes improductives des aspects politiques. Si les rentes sont utilisés pour créer des engagements contraignants avec une partie des élites, la perte des rentes ne sera acceptable par elles que si elles sont remplacées par de nouvelles rentes. C'est exactement ce qui est arrivé avec la libéralisation poursuivie difficilement par les régimes de la région MENA, qui, comme l'interventionnisme étatique dans les années 60 et 70, a généré de nouvelles rentes. Dans certains pays de la région MENA, la libéralisation sélective a créé de nouvelles opportunités de rentes qui ont été utilisées pour récompenser les initiés et remanier le pouvoir économique. Plutôt que d'induire des changements économiques structurels, la libéralisation économique tout simplement mis à niveau le système d'économie politique

Tout cela souligne la nécessité d'apprécier le défi classique de "l'engagement" tel que souligné dans la littérature portant sur l'économie politique. Les dirigeants ont souvent des difficultés à engager une véritable réforme économique, car elle peut souvent aller à l'encontre de leur propre intérêt (souvent indirectement). Voilà pourquoi les gouvernements de la région ont promis la création d'emplois, le développement du secteur privé et la diversification économique, mais ont souvent failli dans l'atteinte de ces objectifs. Cela ne signifie pas que le changement est irrecevable; cela souligne simplement le fait que le changement résulte généralement d'un processus au sein desquels les régimes ont intérêt de limiter leurs propres pouvoirs. C'est une des raisons pour lesquelles les crises induisent souvent la mise en œuvre d'un processus de réformes car celles-ci se génèrent de nouvelles incitations politiques pour le changement.

Ceci est bien corroboré par l'expérience des économies de la Région. C'est en partie due à la pression des bas prix du pétrole que de nombreux États riches en ressources de la région abordent à présent les questions sensibles des réformes des subventions et fiscales. Les

<sup>31</sup> Voici quelques exemples d'intellectuels dont la motivation a découlé des cadres NEI : Dirk Vandewalle en ce qui concerne la Libye, Steffen Hertog pour l'Arabie saoudite, et Reinoud Leenders pour le Liban.

<sup>32</sup> Le magnum opus d'Acemoglu et de Robinson intitulé « Why Nations Fail », qui ne contient que quelques références faites en passant concernant le Moyen-Orient, en est une parfaite illustration.

États du CCG ont récemment entamé des discussions sur la réforme du système de subventions et ont les moyens d'imposer des taxes telle que la TVA. Récemment, la décision prise par l'Arabie saoudite de mettre en place une taxe sur les terrains inutilisés découle directement de la faiblesse des prix du pétrole et des pressions persistantes sur le marché du logement. Longtemps considéré comme politiquement sensibles, comme le lobby de l'immobilier étant puissant, l'introduction de l'impôt foncier est une véritable concession pour faire face à mécontentement croissant de la classe moyenne contre les élites politiquement connectés qui gardent les terres en friche afin de spéculer sur leur rareté.

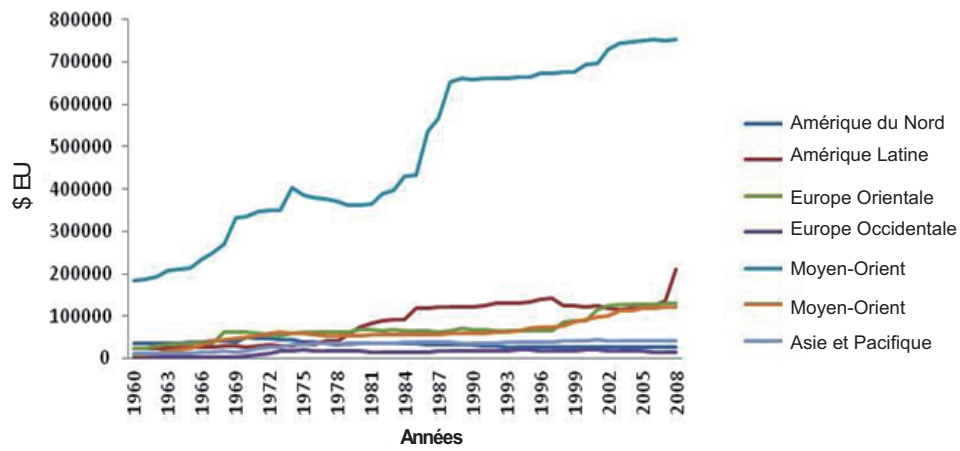
En bref, lorsque l'on se penche sur la question des réformes des politiques publiques, il est important d'envisager les incitations que l'on doit mettre en œuvre pour les élites. Les changements institutionnels proposés devraient étudier la manière dont les élites pourraient être indemnisés lors de la perte de rentes. La question de la temporalité est également importante; les élites pouvant être plus réceptives aux réformes à certains moments clés lorsqu'elles se rendent compte que le coût du report de la réforme peut être plus élevé que le coût de la concéder. En général, il est nécessaire de développer une stratégie de développement plus intégrée qui considère les processus sous-jacents, et pas seulement les résultats finaux de développement.

## Références

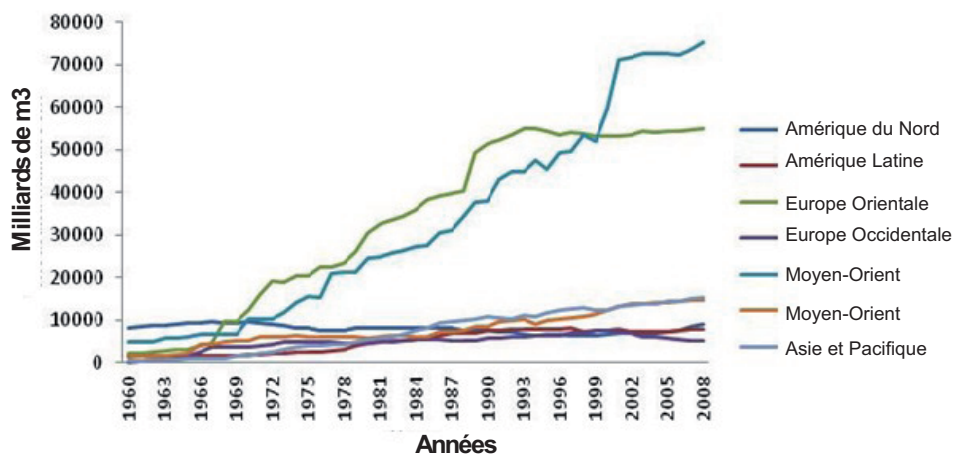
- Acemoglu, D. and Robinson, J. (2010). "Paths of political and economic development", *Oxford Handbook of Political Economy*. Oxford: Oxford University Press.
- \_\_\_\_\_. (2013). "Economics versus politics: Pitfalls of policy advice", *Journal of Economic Perspectives*.
- Ahmad, F. (2012). "The perils of unearned foreign income: Aid, remittances, and government survival", *American Political Science Review*, 106(1): 146-165.
- Arezki, et M. Nabli. (2012). "Natural resources, volatility and inclusive growth: Perspectives from Middle East North Africa", Document de travail du FMI 12/111, Fonds monétaire international, Washington, D.C.
- Anderson, J. and M. L. Ross. (2013). "The big oil change A closer look at the Haber–Menaldo Analysis", *Comparative Political Studies*.
- Assad, R. (2014). "Making sense of Arab labour markets: The enduring legacy of dualism", *IZA Journal of Labour and Development*, 3(6).
- Auty, R.M. (2001) *Resource Abundance and Economic Development*, Oxford: Clarendon Press.
- Auty, R. M. (2001). *Natural Resources and Economic Development*. Oxford: Oxford University Press.
- Auty, R.M. (2010) Elites, rent cycling and development: Adjustment to land scarcity in Mauritius, Kenya and Cote d'Ivoire, *Development Policy Review* 28(4), 411-33.
- Auty, R.M. (2011) Early Reform Zones: Catalysts for Dynamic Market Economies in Africa, In: Farole, T. and Akinci, G. (eds.) *Special Economic Reform Zones: Progress, Emerging Challenges and Future Prospects*, Washington DC: Banque mondiale, 196-205.
- Baldwin, R.E. (1956) Patterns of development in newly settled regions, *Manchester School of Social and Economic Studies*, 24, 161-179.
- Barajas, A., Chami, R., Fullenkamp, C., Gapon, M. et Montiel, P. (2009) Do workers' remittances promote economic growth? Document de travail du FMI 09/253, Washington DC: FMI.
- Beblawi, H and G. Luciani. (1987). *The Rentier State*. London: Croom Helm.
- Bellin, Eva (2004). "The robustness of authoritarianism in the Middle East: Exceptionalism in comparative perspective", *Comparative Politics*, 36(2):139-157.
- Bloom, D.E. et Williamson, J. G. (1998) Demographic transitions and economic miracles in emerging Asia, *Revue économique de la Banque mondiale* 12, 419-55.
- Boone, P. (1996) Politics and the effectiveness of foreign aid, *European Economic Review* 89/1, 22-46.
- Brownlee, J. (2012). *Democracy prevention: The politics of the US-Egyptian Alliance*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Brunnschweiler, C. 2008, "Cursing the blessings? Natural resources, institutions and economic growth", *World Development*, 36 (3): 399–419.
- Campante, F. R. and D. Chor. (2012). "Why was the Arab world poised for revolution? Schooling, economic opportunities, and the Arab Spring", *Journal of Economic Perspectives*.
- Cashin, P and McDermott, C.J. (2002), The long-run behaviour of commodity prices: Small trends and big variability, *IMF Staff Papers*, 49(2), 175-198.
- Chaney, E. and L. Blaydes. (2012). "Democratic change in the Arab world: Past and Present". *Brookings Papers on Economic Activity*.
- Collier, P. and A. Hoeffler. (2004). "Greed and grievance in civil war", *Oxford Economic Papers*, 56(4): 563-595.
- Crystal, Jill (1995), *Oil and Politics in the Gulf: Rulers and Merchants in Kuwait and Qatar*. New York: Cambridge University Press.
- Davidson, C.M. (2010), *Abu Dhabi: Oil and Beyond*, Columbia University Press.
- Diwan, I., P. Keefer and M. Schiffbauer. (2013). "On top of the pyramid: Cronies and private sector growth in Egypt", *World Bank Working Paper*.
- Dunning, T. (2008). *Crude Democracy: Natural Resource Wealth and Political Regimes*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Elbadawi, Ibrahim. (2005). "Reviving growth in the Arab Region," *Economic Development and Cultural Change*, 53(2), pp. 293-326.
- Eibl, F. (2010). "Rentier State Theory: A Critique", Mimeo, Oxford University.
- Esfahani, H.S. and Taheripour, F. (2002) Hidden public expenditures and the economy in Iran, *International Journal of Middle East Studies* 34, 691-718.

- Frankel, J.A. (2012) The Natural Resource Curse: A Survey, Document de travail du NBER N°. 15836.
- Gallagher, M. (1991) Rent Seeking and Economic Growth in Africa, Boulder CO: Westview Press.
- Glaeser, E.L., La Porta, R., Lopes-de-Silanes, F., Shleifer, A. (2004) Journal of Economic Growth 9(3), 271-303.
- Gylfason, T. (2001). "Natural resources, education, and economic development", *Revue économique de l'Europe*.
- Gylfason, T. and G. Zoega. (2003). "Inequality and economic growth: Do natural resources matter", T. Eicher and S. Turnovsky (eds.), *Inequality and Economic Growth: Theory and Policy*, MIT Press, Cambridge.
- Haber, S. V Menaldo, (2011). "Do natural resources fuel authoritarianism? A reappraisal of the resource curse" *American Political Science Review*.
- Herb, M. (2005) No representation without taxation? Rents, development, and democracy, *Comparative Politics*, 37, 297-317.
- Herb, M. (1999). *All in the Family: Absolutism, Revolution, and Democracy in the Middle Eastern Monarchies*. Albany: SUNY Press.
- Hertog, S. (2010). "Defying the Resource Curse: Explaining Successful State-Owned Enterprises in Rentier States", *World Politics*, 62 (2): 261-301.
- Hertog, S. (2010). *Princes, Brokers and Bureaucrats: Oil and the State in Saudi Arabia*. Ithaca: Cornell University Press.
- Hertog, S., G. Luciani and M. Valeri. (2013). *Business and Politics in the Middle East*. London: Hurst Publishers.
- IMF (2008) Regional Economic Outlook: MCD, Washington: IMF.
- Islam, M.N. (2005) Regime changes, economic policies and the effect of aid on growth, *Journal of Development Economics* 41 (8), 1467-1492.
- Kuran, T. (2004) Why the Middle East is economically underdeveloped: Historical mechanisms of institutional stagnation, *Journal of Economic Perspectives* 18(3), 71-90.
- Lederman, D. and Maloney, W.F. (2007). *Natural resources: Neither Curse nor Blessing*, Palo Alto CA: Stanford University Press.
- Mahdavy, Hussain (1970), Patterns and problems of economic development in rentier states: The case of Iran, *Studies in Economic history of the Middle East*, Oxford University Press.
- Mahoney, J. and K. Thelen. (2010). *Explaining Institutional Change: Ambiguity, Agency and Power*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Mahoney, James and Dietrich Rueschmayer. (2003). *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*. New York: Cambridge University Press.
- Malik, A. (2012). "Was Middle East's economic descent a legal or political failure? Debating the Islamic Law Matters Thesis", CSAE Working Paper, Department of Economics, University of Oxford.
- Malik, A. and B. Awadallah. (2013). "The economics of the Arab spring", *World Development*, 45: 296-313
- Mehlum, H., K. Moene and R. Torvik. (2006). "Institutions and the resource curse", *Economic Journal*, 116(508): 1-20.
- North, D., Wallis, J. and Weingast, B. (2009) *Violence and Social Orders: A Conceptual Framework for Interpreting Human History*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Nugent, Jeffrey and Hashem Pesaran. (2005). *Explaining Growth in the Middle East*. Amsterdam: North Holland (chapters 1 & 2).
- Rajan, R.G. and Subramanian, A. (2011) Aid, Dutch disease and manufacturing growth, *Journal of Development Economics*, 94(1), 106-18.
- Ross, M. (2001). Does oil hinder democracy? *World Politics* 53/3, 325-61.
- Sachs, J.D. and Warner, A.M., (1995), Economic reform and the process of global integration, *Brookings Papers on Economic Activity* 1, pp. 1-118.
- Sandbakken, C. (2006). "The limits to democracy posed by oil rentier states: The cases of Algeria, Nigeria and Libya", *Democratization*, 13: 1, 135 — 152
- Smith, B. (2004). "Oil wealth and regime survival in the developing world, 1960-1999", *American Journal of Political Science*, 48 (2): 232-46.
- Tarp, F. (2010) Aid, growth and development, In: Mavrotas, G. (ed.), *Foreign Aid for Development: Issues, Challenges and the New Agenda*, Oxford: OUP, 20-53.
- Tollison, R.D. (1982) Rent-seeking: A survey, *Kyklos* 35/4, 575-602.
- Ulfelder, J. (2007). "Natural-Resource wealth and the survival of autocracy", *Comparative Political studies*, 40 (8): 995-1018.
- van der Ploeg, R. (2011). "Natural Resources: Curse or Blessing?", *Journal of Economic Literature*, 49(2): 366-420.
- Yousef, T. (2004). "Development, growth and policy reform in Middle East and North Africa since 1950", *Journal of Economic Perspectives*.

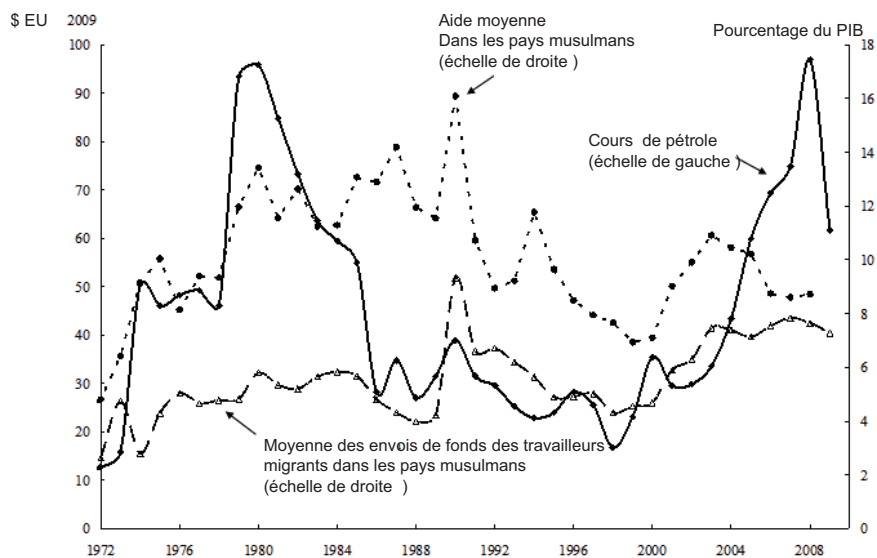
**FIGURE 1 : Réserves prouvées de pétrole par région**



**FIGURE 2 : Réserves mondiales prouvées de gaz naturel par région**



**FIGURE 3 : Flux d'aide étrangère aux pays non producteurs de pétroles (% PIB), Envois de fonds des migrants (% PIB) et Évolution des cours du pétrole**





**TABLEAU 1 : Estimations de la richesse en ressources naturelles par habitant, 2005**

	Richesse naturelle	Pétrole	Gaz naturel	Minerais	Richesses du sous-sol
Asie de l'Est et Pacifique	4 401	334	251	109	997
Europe et Asie centrale	15 330	4 249	4 789	167	9 563
Amérique latine et Caraïbes	12 063	2 477	416	687	3 597
Moyen-Orient et Afrique du Nord	9 895	4 400	2 395	44	6 842
Asie du Sud	2 637	82	107	37	337
Afrique Sub-Saharienne	3 686	1 028	102	70	1 316
<b>Note :</b>					
Faible revenu	1 866	43	50	20	115
Revenu moyen inférieur	4 265	634	232	73	1 137
Revenu moyen supérieur	11 837	2 684	1 070	691	4 596
Revenu élevé : OCDE	11 049	1 234	1 279	272	2 971
Revenu élevé : non-OCDE	69 206	55 128	8 378	0	63 506
<b>Monde</b>	6 568	1 414	555	164	2 301

Notes : Les données sont compilées par la Banque mondiale; toutes les valeurs sont calculées en dollar courant 2005.  
Evolution de la richesse totale - valeurs par habitant, sur la base d'un échantillon équilibré de 124 pays, pour l'année 2005.

**TABLEAU 2 : Rentes issues des ressources naturelles (en % du PIB)**

	AVG	SD
Monde Arabe	32 007	13 484
Moyen-Orient et Afrique du Nord	28 325	12 114
Amérique latine et Caraïbes	7 298	3 096
Afrique Sub-Saharienne	8 205	5 554
Asie du Sud	4 694	1 437
Asie de l'Est et Pacifique	2 644	1 468
Europe et Asie centrale	1 811	1 027
Amérique du Nord	2 314	1 561
<b>Note :</b>		
Revenu élevé OCDE	1 506	0 854
Faible revenu	4,06	0 606
<b>Monde</b>	3 741	1,9
<b>MENA sans pétrole</b>	4 309	10 181
<b>Monde sans pétrole</b>	3 103	5 769
<b>Exporteurs sans pétrole</b>	3 458	7 462

Source : Indicateurs du développement dans le monde, 2013.

Notes : Les rentes des ressources naturelles totales sont la somme des rentes du pétrole, du gaz naturel, du charbon, des minerais et des ressources forestières. Les abréviations MOY et ET signifient respectivement moyenne et écart-type. Les données couvrent la période 1970-2011.

**TABLEAU 3 : Aide Publique au Développement (APP) en dollar courant**

	1960-69	1970-79	1980-89	1990-99	2000-09
Rép. Arabe d'Égypte	3,993	35,235	31,405	50,839	17,412
Jordanie	68,264	219,396	323,901	138,418	128,928
Liban	4,909	28,669	62,569	70,969	127,977
Maroc	6,383	14,425	30,462	30,693	26,591
République Arabe de Syrie	2,186	86,681	90,018	27,669	6,235
Soudan	1,771	13,148	37,232	14,824	32,205
Tunisie	17,809	32,361	32,231	26,24	34,407
Rép. du Yémen	3,61	32,602	50,324	21,647	16,133
<b>Note :</b>					
Moyen-Orient et Afrique du Nord	6,543	24,778	28,097	28,637	43,964
Amérique latine et Caraïbes	2,944	3,763	8,374	12,031	12,53
Asie du Sud	2,301	3,121	4,96	4,634	5,786
Afrique Sub-Saharienne	3,918	9,031	23,041	29,695	38,113
Faible revenu	2,19	7,515	18,825	23,089	31,111
<b>Quelques exportateurs de pétrole :</b>					
Irak	0,572	3,175	2,958	11,519	214,734
Bahreïn	7,767	173,107	308,432	207,568	103,493
Oman	1,454	124,11	79,221	60,144	33,993
<b>Transferts de fonds du personnel reçus, % du PIB</b>					
		1980-89	1990-99	2000-09	1980-2011
Rép. Arabe d'Égypte		10,078	7,693	4,248	7,248
Jordanie		19,519	18,817	20,001	19,035
Liban		-	-	22,123	21,514
Maroc		6,717	6,333	7,588	6,899
République Arabe de Syrie		3,055	2,741	2,265	2,689
Soudan		2,258	2,522	5,183	3,251
Tunisie		4,183	3,644	4,372	4,092
Rép. du Yémen		-	20,097	8,915	13,606
<b>Note :</b>					
Moyen-Orient et Afrique du Nord		-	4,897	3,497	4,037
Amérique latine et Caraïbes		0,391	0,733	1,688	0,951
Asie du Sud		1,947	2,055	3,615	2,638
Afrique Sub-Saharienne		0,641	1,035	2,463	1,46

Source : Indicateurs du développement dans le monde, 2013.

